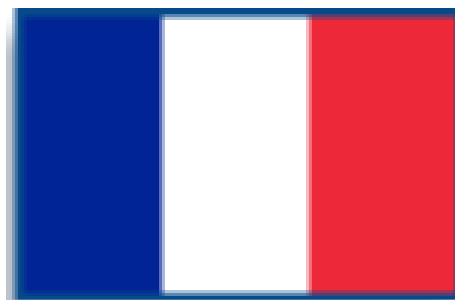


SOCIAL SECURITY IN EUROPE



FRANCE (Mise à jour 2017)	FRANCE (Updated 2017)
Famille <u>Prestations familiales</u> Dans quelle situation puis-je en bénéficier? Les prestations familiales vous sont versées si vous et votre famille résidez en France de manière stable et régulière et si vous avez la charge effective et permanente d'au moins un enfant. Certaines prestations sont servies sous conditions de ressources. Les allocations familiales proprement dites sont dues à partir du deuxième enfant à charge. Quelles conditions dois-je remplir? Le droit aux prestations familiales est ouvert à la personne qui assure financièrement l'entretien de ses enfants légitimes, naturels, adoptifs,	Family <u>Family allowances</u> In what situation can I claim? Family allowances are paid to you if you and your family live in France in a stable and regular way and if you have the actual and permanent responsibility for at least one child. Some allowances are paid depending on your level of income. Actual family allowances are paid as from the second dependent child. What conditions do I need to meet? The right to family allowances is open to the person who is financially responsible for the maintenance of his or her legitimate, natural,

voire simplement recueillis, dès lors qu'ils sont à sa charge.

La limite d'âge pour un enfant à charge est fixée à :

- 20 ans pour tous les enfants n'exerçant aucune activité ou dont la rémunération n'excède pas 907,19 € par mois;
- 21 ans pour le versement des allocations logement et du complément familial;
- 20 ans pour l'obtention d'une allocation forfaitaire.

Prestations générales d'entretien

- Les **allocations familiales** sont dues à partir du 2e enfant à charge. Leur montant est modulé en fonction du nombre d'enfants et des ressources.
- L'**allocation forfaitaire** est servie aux familles ayant au moins 3 enfants à charge et qui perdent le bénéfice d'une partie des allocations familiales du fait que l'un ou plusieurs enfants atteignent l'âge de 20 ans.
- Le **complément familial** est attribué sous condition de ressources aux familles ayant à leur charge au moins 3 enfants, âgés de 3 ans et plus et de moins de 21 ans.
- L'**allocation de soutien familial** est attribuée sans condition de ressources, pour tout enfant orphelin de père ou de mère, ou de père et de mère.

Prestation d'accueil du jeune enfant (Paje)

- La **prime à la naissance ou à l'adoption** est versée, sous conditions de ressources, à la naissance d'un enfant ou lors de l'adoption d'un enfant de moins de 20 ans.
- L'**allocation de base** suit le versement de la prime de naissance ou d'adoption. Elle est servie sous conditions de ressources à partir de la date de naissance de l'enfant jusqu'au dernier jour du mois civil précédant son 3e anniversaire.
- Le **complément de libre choix d'activité** (CLCA) permet au parent de suspendre son activité ou de la réduire afin de s'occuper de son

adoptive, or even hosted children, once they are under his or her responsibility.

The age limit for a dependent child is set at:

- 20 years for all children who do not work, or whose remuneration does not exceed €907.19 per month;
- 21 years for the payment of housing benefits and family income supplement;
- 20 years to obtain a lump sum monthly allowance.

General maintenance allowances

- **Family allowances** (*Allocations familiales*) are payable from the 2nd dependent child. The amount is adjusted depending on the number of children and income.
- The **lump sum monthly allowance** is paid to families who have at least 3 dependent children and who lose the benefit of some of the family allowances because one or more children have reached 20 years of age.
- The **family income supplement** is paid to families who have at least 3 dependent children, who are between 3 and 21 years old, depending on income.
- **Family income support** (*Allocation de soutien familial*) is paid irrespective of income, for any fatherless or motherless child, or any orphan.

Early childhood benefit (*Prestation d'accueil du jeune enfant, Paje*)

- The **premium at birth or on adoption** is paid, depending on income, on the birth of a child, or at the time of the adoption of a child under 20 years old.
- The **basic allowance** follows the payment of the premium at birth or on adoption. It is paid depending on income from the child's birth date until the last day of the calendar month before his or her 3rd birthday.
- The **free choice of activity** (*Complément de libre choix d'activité, CLCA*) enables the parent to suspend his or her work, or to reduce

enfant de moins de 3 ans.

- La **prestation partagée d'éducation de l'enfant** (PreParE) permet à l'un ou aux deux parents de cesser ou de réduire leur activité afin de s'occuper de leur enfant de moins de 3 ans.
- Le **complément de libre choix du mode de garde** est servi au ménage ou à la personne qui emploie directement une assistante agréée pour assurer la garde d'un enfant de moins de 6 ans.

Prestations à affectation spéciale

- L'**allocation d'éducation de l'enfant handicapé** est servie sans condition de ressources, pour tout enfant âgé de moins de 20 ans atteint d'une incapacité et qui bénéficie d'un placement dans un établissement d'éducation spéciale ou de soins à domicile.
- L'**allocation de rentrée scolaire** est servie sous conditions de ressources pour tout enfant scolarisé de 6 à 18 ans.
- L'**allocation journalière de présence parentale** est attribuée à toute personne qui a la charge d'un enfant âgé de moins de 20 ans atteint d'une maladie, d'un handicap grave rendant indispensable une présence soutenue et des soins contraignants.
- L'**allocation de logement familiale** constitue une prestation familiale destinée à couvrir en partie les charges de logement supportées par les familles.
- La **prime de déménagement** est attribuée sous conditions de ressources, aux familles ayant à charge au moins 3 enfants et qui ouvrent droit dans leur nouveau logement aux allocations logement.

À quoi ai-je droit et comment le demander?

Méthode de calcul des prestations familiales : les prestations familiales représentent un pourcentage d'une base mensuelle de calcul

it, in order to look after his or her child under 3 years old.

- The **shared allowance for the children's education** (*Prestation partagée d'éducation de l'enfant, PreParE*) allows one or both parents to stop or reduce their activity to take care of their children under 3 years old.
- The **free choice of activity supplement** (*Complément de libre choix du mode de garde*) is paid to the household or person who directly employs an accredited assistant to take care of a child who is under 6 years old.

Special allowances

- The **disabled child education allowance** (*Allocation d'éducation de l'enfant handicapé*) is paid, irrespective of income, for any child under 20 years old who has a disability and who is placed in a specialist school or who has specific home help.
- The **back-to-school allowance** (*Allocation de rentrée scolaire*) is paid, depending on income, for any child of 6 to 18 years old who is in schooling
- The **daily parental presence allowance** (*Allocation journalière de présence parentale*) is paid to any person who is responsible for a child of under 20 years old who suffers from an illness or serious disability which means that they have to receive continued support and special care.
- The **family accommodation allowance** (*Allocation de logement familiale*) is a family allowance intended to pay for part of the housing costs borne by families.
- The **moving premium** (*Prime de déménagement*) is paid, depending on income, to families who have at least 3 dependent children, whose new accommodation gives them the right to housing benefits.

What am I entitled to and how can I claim?

Method of calculating family allowances: family allowances represent a percentage of a monthly calculation basis that is set at

(BMAF) fixée à 407,84 €. Ce montant est revalorisé au 1er avril de chaque année.

Prestations générales d'entretien

- Le montant des **allocations familiales** est modulé en fonction du nombre d'enfants (à partir de 2) et des ressources :
montant maximal pour 2 enfants : 130,51 €
montant maximal pour 3 enfants : 297,72 €
montant maximal pour 4 enfants : 464,94 €
Ces montants peuvent être divisés par 2 ou 4 si le revenu annuel en N-2 excède le montant d'une des 3 tranches de revenus.
- Le montant mensuel maximal de l'**allocation forfaitaire** est de 82,52 €.
- Le montant mensuel de base du **complément familial** est fixé à 169,87 €. Il peut être majoré en fonction des ressources de la famille.
- Le montant mensuel de l'**allocation de soutien familial** est égal à 146,82 € (orphelin de père et de mère) ou à 110,20 € (orphelin de père ou de mère).

Prestation d'accueil du jeune enfant (Paje)

- La **prime à la naissance ou à l'adoption** est de 927,71 € (naissance) ou de 1 855,42 € (adoption). Il s'agit d'un montant forfaitaire versé en une seule fois.
- L'**allocation de base** correspond à 185,54 € ou 92,77 € par mois (selon ressources).
- En cas de cessation totale d'activité, le montant du **complément de libre choix d'activité** (CLCA) est de 394,06 € par mois.
Le bénéfice du CLCA ne nécessite pas une interruption complète d'activité; son montant dépend alors de la durée du travail.
- Prestation partagée de l'éducation de l'enfant** (PreParE) : même montant que le CLCA.
- Le montant du **complément de libre choix du mode de garde** varie selon l'âge de l'enfant, le mode de garde et les ressources.

€407.84. This total is reassessed on 1 April every year.

General maintenance allowances

- The amount of **family allowances** is adjusted depending on the number of children (from 2) and income:
maximum amount for 2 children: €130.51
maximum value for 3 children: €297.72
maximum value for 4 children: €464.94.
These amounts can be divided by 2 or 4 if the annual income in N-2 exceeds the amount of one of the three income brackets.
- The maximum monthly amount of the **lump sum allowance** is €82.52.
- The basic monthly amount of **family income supplement** is set at €169.87. This may be increased, depending on the family's income.
- The monthly amount of the **family income support allowance** is equal to €146.82 (orphan) or €110.20 (fatherless or motherless).

Early childhood benefit (Paje)

- The **premium at birth or on adoption** is €927.71(birth) or €1,855.42(adoption). This is a set amount paid in one lump sum.
- The **basic allowance** corresponds to €185.54 or €92.77 per month (depending on income).
- In the case of a total halt to activity, the amount of the **free choice of activity supplement** (CLCA) is €394.06 per month.
- The CLCA allowance does not require a complete interruption of activity; its total then depends on the period worked.
- Shared allowance for children's education** (PreParE): same amount as the CLCA.
- The amount of the **free choice of child care supplement** varies according to the age of the child, the type of childcare and the

Prestations à affectation spéciale

- Le montant de base de l'**allocation d'éducation de l'enfant handicapé** est de 130,51 € par mois. Ce montant peut être majoré pour le parent isolé ou en fonction du besoin d'aide ou du degré du handicap de l'enfant. Plus d'informations sur le site de la [caisse nationale de solidarité pour l'autonomie](#).
- Le montant de l'**allocation de rentrée scolaire** varie en fonction de l'âge de l'enfant, de 365,91 € à 399,48 €.
- Le montant de l'**allocation journalière de présence parentale** est fixé à 43,35 € si l'allocataire vit en couple. Il est porté à 51,51 € s'il s'agit d'un parent isolé.
- Le montant de l'**allocation de logement familiale** dépend des ressources, de la composition du foyer, de la situation géographique du logement, et du montant du loyer ou de la mensualité de remboursement de prêt. Une simulation du montant de l'allocation peut être effectuée [à l'aide du module de calcul de la CAF](#).
- La **prime de déménagement**, versée en une seule fois, est égale aux dépenses réellement engagées pour le déménagement, dans la limite de 978,82 € pour 3 enfants à charge (81,57 € par enfant en plus).

Glossaire

- **BMAF** : Base mensuelle de calcul des allocations familiales. Somme, fixée par décret, qui sert au calcul des prestations familiales.
- **CAF** : Caisse d'allocations familiales. Organisme public qui verse les prestations familiales à l'ensemble des bénéficiaires, à l'exception des agriculteurs (prestations servies par la Mutuelle sociale agricole).
- **Smic** : Salaire minimum interprofessionnel de croissance. Le Smic mensuel brut est de 1 480,27 € au 1er janvier 2017.

income.

Special allowances

- The basic amount of the **disabled child education allowance** is €130.51 per month. This amount may be increased for a single parent, or according to the need for assistance, or the extent of the child's handicap. More information is available on the site of the [national solidarity fund for independence](#).
- The amount of the **back-to-school allowance** ranges from €365.91 to €399.48, according to the age of the child.
- The amount of the **daily parental presence allowance** is set at €43.35 if the recipient lives with a partner. It is increased to €51.51 if it concerns a single parent.
- The amount of **family housing benefit** depends on income, the composition of the household, the geographic location of the house and the amount of the rent or the reimbursement instalments. A simulation of the amount of the allowance may be made [using the CAF's \(Family allowance office's\) calculation method](#).
- The **moving allowance**, which is paid once, is equal to the expenses actually incurred in the move, up to a maximum of €978.82 for 3 dependent children (€81.57 for each extra child).

Jargon busters

- **BMAF**: Monthly base for calculation of family allowances. A sum, set by decree, which is used to calculate family allowances.
- **CAF**: Family allowance office. A public body that pays family allowances to all beneficiaries, apart from farmers (whose allowances are paid by the agricultural social security insurance company).
- **Smic**: French Minimum Interprofessional Guaranteed Wage. The gross monthly Smic is €1,480.27 as at 1 January 2017.

Éventuels formulaires à remplir

- Les formulaires sont disponibles au téléchargement [sur le site de la CAF](#).

Prestations de maternité et de paternité

Dans quelle situation puis-je en bénéficier?

L'assurance maternité et paternité assure la prise en charge des frais liés à la grossesse et à l'accouchement ainsi que le service des prestations en espèces lors du repos pré- et postnatal de la mère, du congé d'adoption de la mère et/ou du père et du congé de paternité du père.

Quelles conditions dois-je remplir?

Pour avoir droit au remboursement des soins, vous devez justifier :

- d'une activité professionnelle, ou
- d'une résidence stable et régulière en France.

Le droit aux prestations en espèces est subordonné :

- soit au versement d'un certain montant de cotisations;
- soit à un nombre d'heures de travail durant chaque période de référence.

À quoi ai-je droit et comment le demander?

Prestations en nature (remboursement des frais d'examens)

Vous pouvez y prétendre si vous êtes assurée vous-même, mais également si vous êtes l'épouse, la fille ou la belle-fille d'un assuré. Le droit aux prestations est ouvert dans les mêmes conditions que pour l'assurance maladie.

L'assurance maternité prend en charge :

- les examens obligatoires relatifs à la grossesse, sans application du ticket modérateur (seules les 2 premières échographies ne sont prises en charge qu'à 70 %);

Forms you may need to fill in

- Forms are available to download [on the Family allowance office's website](#).

Maternity and paternity allowances

In what situation can I claim?

Maternity and paternity benefits help with the payment of costs related to pregnancy and birth, in addition to the payment of services in cash during the mother's pre- and post-natal leave period, the mother and/or father's leave for adoption and the father's paternity leave.

What conditions do I need to meet?

In order to have the right to the repayment of care, you need to prove:

- a professional activity, or
- a stable and lawful residence in France.

The right to payments in cash is subject:

- either to the payment of a certain amount of contributions;
- or to a number of hours of work during each reference period.

What am I entitled to and how can I claim?

Benefits in kind (repayment for health examinations)

You can claim for them if you are the beneficiary yourself, but also if you are the spouse, daughter or daughter-in-law of a beneficiary. The right to allowances is open under the same conditions as for sickness benefits.

Maternity insurance covers:

- compulsory medical examinations relating to pregnancy, without application of the co-payment rate (only the first two ultrasound scans are supported at 70%);

- les frais médicaux remboursables à partir du 1er jour du 6e mois de la grossesse et jusqu'au 12e jour qui suit l'accouchement, sans application du ticket modérateur.

Vous êtes également exonérée de la participation forfaitaire de 1 € et de la franchise médicale sur les médicaments, les actes paramédicaux et les transports.

Prestations en espèces (congé de maternité et de paternité)

Les prestations en espèces vous sont servies à condition de cesser toute activité salariée.

Si vous êtes père, des prestations vous sont également servies au titre du **congé de paternité**.

En cas d'adoption, l'indemnité journalière de repos peut être partagée entre le père et la mère.

Pour pouvoir prétendre à ces prestations, vous devez justifier :

- d'un versement de cotisations ou d'un nombre d'heures de travail identiques à celles qui sont prévues pour l'obtention des prestations en espèces de l'assurance maladie (pour arrêt de travail inférieur à 6 mois);
- d'une immatriculation de 10 mois à la date présumée de l'accouchement ou à la date de l'arrivée de l'enfant dans le foyer.

Durée du congé de maternité :

- vous avez droit à 16 semaines de repos (en principe, 6 semaines avant la date présumée de l'accouchement et 10 semaines après);
- vous êtes tenue de prendre au moins 8 semaines de repos;
- 2 semaines supplémentaires avant l'accouchement peuvent vous être accordées en cas de grossesse pathologique;
- pour l'arrivée du 3e enfant et des suivants, le repos est porté à 26 semaines (8 semaines prénatales et 18 semaines postnatales);
- en cas de naissances multiples, le congé prénatal est porté à 12 semaines pour des jumeaux et à 24 semaines pour les naissances de plus de 2 enfants;
- la période postnatale d'indemnisation est fixée à 22 semaines pour

- the refundable medical costs from the 1st day of the 6th month of pregnancy and until the 12th day after childbirth, without application of the co-payment rate.

You are also exempt from paying the flat rate contribution of €1 and the medical franchise on drugs, paramedical interventions and transport.

Benefits in cash (maternity and paternity leave)

You are paid for medical costs in cash, provided that you stop all forms of paid work.

If you are a father, you are also paid allowances for **paternity leave**.

In the event of adoption, the daily leave allowance may be shared between the father and the mother.

In order to be able to claim these benefits, you must show:

- the payment of contributions or a number of hours of work identical to those that are required for the award of health benefits in cash (for cessation of work for less than 6 months);
- an enrolment of 10 months at the expected date of childbirth, or on the date of the child's arrival in the household.

Duration of maternity leave:

- you have a right to 16 weeks leave (in principle, 6 weeks before the expected date of childbirth and 10 weeks after);
- you are required to take at least 8 weeks leave;
- you may be granted 2 additional weeks before the childbirth in the event of a pathological pregnancy;
- for the arrival of the 3rd child and any after that, the amount of leave is increased to 26 weeks (8 pre-natal weeks and 18 post-natal weeks);
- in case of multiple births, the pre-natal leave is increased to 12 weeks for twins and to 24 weeks for multiple births;
- the post-natal period of compensation is set at 22 weeks for births of more than two children;
- in the event of a premature birth amounting to over 6 weeks

les naissances multiples; • en cas de naissance prématurée de plus de 6 semaines avant la date présumée de l'accouchement, la durée du congé de maternité est augmentée du nombre de jours compris entre la date de l'accouchement et 6 semaines avant la date prévue de la naissance. La durée du congé de paternité est fixée à 11 jours consécutifs, ou 18 jours consécutifs en cas de naissance multiple. La durée du congé d'adoption est fixée à 10 semaines ou 22 semaines en cas d'adoption multiple. Les personnes qui ont déjà au moins 2 enfants à charge avant l'adoption bénéficient de 18 semaines. Si le congé est partagé entre les parents, sa durée est allongée de 11 jours (adoption simple) ou de 18 jours (adoption multiple). Le montant de l'indemnité journalière de maternité, d'adoption ou de paternité est égal à la moyenne des salaires des 3 derniers mois qui précèdent le repos prénatal dans la limite du plafond trimestriel de sécurité sociale (9 807 €). Glossaire • Prélèvement forfaitaire : Une participation demandée au patient pour les consultations ou actes réalisés par un médecin, pour les examens radiologiques ou les analyses de laboratoire. • Ticket modérateur : Partie du tarif légal de consultation qui reste à votre charge et dont vous êtes redevable.	before the expected childbirth date, the duration of maternity leave is increased by the number of days between the date of childbirth and 6 weeks before the expected date of birth. The duration of paternity leave is set at 11 consecutive days, or 18 consecutive days in the event of a multiple birth. The duration of the adoption leave is set at 10 weeks, or 22 weeks in case of adopting more than one child. People who already have at least 2 dependent children before the adoption benefit from 18 weeks. If the leave is shared between the parents, its duration is extended by 11 days (single adoption) or 18 days (multiple adoption). The amount of the daily maternity, adoption or paternity leave allowance is equal to the average income over the last 3 months that preceded the pre-natal leave, up to the quarterly limit set by social security (€9,807). Jargon busters • Contractual deduction: A contribution claimed from the patient for consultation or treatment by a doctor, radiological examinations or laboratory analyses. • Co-payment rate: Part of the statutory consultation fees, which remain your responsibility, and which you will have to pay.
Santé <u>Soins de santé</u> Dans quelle situation puis-je en bénéficier? L'assurance maladie assure le service des prestations en nature (remboursement des soins de santé) pour les assurés et leurs ayants droit. Les prestations en nature couvrent les frais médicaux, paramédicaux	Health <u>Health care</u> In what situation can I claim? Sickness benefits guarantee the payment of benefits in kind (repayment of healthcare) for beneficiaries and their right-holders. Benefits in kind cover medical and paramedical fees, along with pharmaceutical costs, fees for the use of medical equipment and

et les frais de pharmacie, d'appareillage et d'hospitalisation.

Peuvent bénéficier de ces prestations :

- l'assuré lui-même;
- ses ayants droit mineurs.

Quelles conditions dois-je remplir?

Le droit à ces prestations est subordonné :

- soit à l'exercice d'une activité professionnelle;
- soit à la résidence stable et régulière en France.

À quoi ai-je droit et comment le demander?

Soins sans hospitalisation

Chaque patient de plus de 16 ans doit choisir un médecin traitant qui l'orientera dans son parcours de soins et qui coordonnera le dossier médical personnel.

Tous les actes médicaux réalisés ou recommandés par le médecin traitant seront remboursés au taux normal, car l'intéressé est dans le parcours de soins coordonnés.

En principe, une certaine fraction de la dépense reste à la charge de l'assuré : il s'agit du ticket modérateur. Celui-ci sera plus élevé si le patient se trouve hors du parcours de soins. De plus, une participation forfaitaire de 1 € non remboursée est demandée pour toute consultation ou tout acte réalisé par un médecin, pour les examens radiologiques et les analyses de laboratoire.

Dans le cas d'un médecin traitant généraliste, le remboursement des consultations est le suivant :

hospitalisation.

The following may benefit from these allowances:

- the beneficiary himself;
- his or her minor right-holders.

What conditions do I need to meet?

The right to these allowances is subject:

- either to practising a professional activity;
- or to having a stable and lawful residence in France.

What am I entitled to and how can I claim?

Healthcare without hospitalisation

Each patient aged over 16 years old needs to choose a general practitioner, who will guide him in his course of healthcare and who will coordinate the person's personal medical file.

All the medical acts realised or recommended by the general practitioner will be reimbursed at the normal rate, as the patient is in the circuit of coordinated care.

In principle, a certain proportion of the cost is to be paid by the beneficiary: this is the co-payment rate. This will be higher if the patient is outside the health circuit. Moreover, a flat rate contribution of €1, which is not repaid, is requested for any consultation or act carried out by a doctor, radiological examinations and laboratory analyses.

In the case of a general practitioner, the repayment of consultations is as follows:

	Tarif de la consultation	Base du remboursement	Taux rembou rsement	Montant remboursé (après participation forfaitaire)		Consultation price	Repayment basis	Repayment rate	Amount repaid (after flat rate contribution)
Généraliste secteur 1 *	25,00 €	25,00 €	70 %	16,50 €	General practitioner area 1 *	€25.00	€25.00	70%	€16.50
Généraliste adhérent au contrat d'accès aux soins *	Honoraires avec dépassement maîtrisé	25,00 €	70 %	16,50 €	General practitioner adhering to the healthcare access agreement *	Fees with controlled excess	€25.00	70%	€16.50
Généraliste secteur 2 *	Honoraires libres	25,00 €	70 %	16,50 €	General practitioner area 2 *	Freely set fees	€25.00	70%	€16.50
* En fonction du secteur d'activité du médecin, le remboursement peut être différent : - le médecin en secteur 1 adhère entièrement à la convention et respecte les tarifs négociés avec l'assurance maladie; - le médecin conventionné adhérent au « contrat d'accès aux soins » pratique des dépassements modérés : en signant ce contrat, il s'est engagé à modérer et stabiliser ses honoraires afin de faciliter l'accès aux soins de ses patients; - le médecin en secteur 2 fixe librement ses honoraires. Pour plus d'informations sur les montants remboursés, consultez la page dédiée du site de l'assurance maladie. Médicaments Les médicaments sont délivrés sur prescription médicale. Pour être pris en charge, ils doivent figurer sur la liste des médicaments remboursables aux assurés sociaux. Le taux de remboursement des médicaments varie en fonction de leur utilité : 100 % pour les médicaments reconnus comme irremplaçables et coûteux; 65 % pour les médicaments à service médical rendu majeur ou important;					* According to the doctor's area of activity, repayment may be different: - doctors in sector 1 fully adhere to the agreement and respect the negotiated rates with health insurance; - registered doctors, complying with the "healthcare access agreement", apply moderate excesses: by signing this agreement, they have promised to moderate and stabilise his fees in order to facilitate his patients' access to healthcare; - doctors in sector 2 set their fees freely. For more information on the sums repaid, consult the dedicated page of the sickness benefits website. Drugs Drugs are delivered on medical prescription. In order to be reimbursed, they must feature on the social security beneficiaries' list of reimbursable drugs. The repayment rate for drugs varies according to their use: 100% for drugs recognised as irreplaceable and costly; 65% for drugs that have a major or significant medical service; 30% for drugs with moderate medical benefit; 15% for drugs with a low medical benefit.				

- 30 % pour les médicaments à service médical rendu modéré;
- 15 % pour les médicaments à service médical faible.

Soins avec hospitalisation

La sécurité sociale participe aux frais entraînés par l'hospitalisation de l'assuré ou de ses ayants droit. Cette prise en charge comprend l'ensemble des prestations assurées par l'hôpital :

- honoraires médicaux et chirurgicaux correspondant aux actes pratiqués durant le séjour;
- médicaments;
- examens;
- interventions.

En cas d'hospitalisation dans un établissement public ou dans une clinique privée conventionnée, les frais d'hospitalisation sont pris en charge à 80 %.

Dans certains cas, la prise en charge est égale à 100 % (dès le début pour certains assurés et à partir du 31^e jour d'hospitalisation pour tous). En cas de prise en charge à 100 %, l'assuré doit régler un forfait journalier hospitalier d'un montant de 18 € par journée d'hospitalisation (13,50 € en service psychiatrique).

Certains établissements peuvent pratiquer des dépassements d'honoraires qui ne seront pas pris en charge par l'assurance maladie. Plus d'information sur l'hospitalisation sur [le site de l'assurance maladie](#).

Glossaire

- **Parcours de soins coordonnés** : L'assuré choisit un médecin traitant (généraliste ou spécialiste) qui coordonnera tout le parcours médical.
- **Médecin traitant** : Il est choisi par l'assuré et coordonne le parcours de soins. Il peut être généraliste ou spécialiste.
- **Participation forfaitaire** : Montant non remboursé, versé par le patient pour toute consultation ou acte réalisé par un médecin,

Healthcare with hospitalisation

Social security contributes to the costs entailed by the hospitalisation of the beneficiary or his beneficiaries. This repayment includes all the services provided by the hospital:

- medical and surgical fees corresponding to the acts carried out during the hospital stay;
- drugs;
- examinations;
- operations.

In case of hospitalisation in a public establishment or an accredited private clinic, 80% of hospitalisation fees are reimbursed.

In certain cases, the reimbursement is equal to 100% (from the start for certain insured persons and from the 31st day of hospitalisation for everyone). In case of a 100% reimbursement, the beneficiary must pay a flat daily hospital fee amounting to €18 per day of hospitalisation (€13.50 in the psychiatric department).

Certain establishments can practise excesses of fees that will not be reimbursed by health insurance.

More information on hospitalisation is available on [the health insurance website](#).

Jargon busters

- **Circuit of coordinated care**: The beneficiary chooses a general practitioner (generalist or specialist), who will coordinate the entire medical circuit.
- **General practitioner**: He is chosen by the beneficiary and coordinates the healthcare to be followed. He may be a general practitioner or a specialist.
- **Flat rate contribution**: Amount not reimbursed, paid by the patient for any consultation or act carried out by a doctor, for radiological

pour les examens radiologiques ou les analyses de laboratoire.

- **Ticket modérateur** : Partie du tarif légal de consultation qui reste à charge de l'assuré et dont il est redevable.

Prestations de maladie en espèces

Dans quelle situation puis-je en bénéficier?

En tant que salarié du secteur privé, vous avez droit, si vous tombez malade et si vous remplissez les conditions, aux indemnités journalières de l'assurance maladie.

Vous pouvez également prétendre, sous conditions, au versement d'indemnités complémentaires par votre employeur. Pour cela, vous devez déclarer votre maladie.

En cas d'incapacité de travail, un arrêt de travail doit être prescrit par le médecin. L'indemnité journalière n'est due qu'à partir du 4^e jour d'arrêt de travail.

Quelles conditions dois-je remplir?

Arrêt de travail pendant 6 mois maximum

Le salarié doit remplir, au jour de l'interruption de travail, les conditions suivantes :

- avoir travaillé au moins 150 heures au cours des 3 mois civils ou des 90 jours précédant l'arrêt;
- ou avoir perçu un salaire au moins égal à 1 015 fois le montant du Smic horaire au cours des 6 mois civils précédant l'arrêt.

Au-delà du 6 mois d'arrêt de travail

Le salarié doit remplir les conditions suivantes :

- à la date d'interruption de travail, justifier de 12 mois d'immatriculation en tant qu'assuré social auprès de l'Assurance maladie;

examinations or laboratory analyses.

- **Co-payment rate**: Amount of statutory consultation rate that the beneficiary has to pay.

Health benefits in cash

In what situation can I claim?

As an employee of the private sector, if you fall ill and if you satisfy the conditions, you are entitled to daily sickness allowances.

Depending on certain conditions, you may also claim for additional compensation paid by your employer. For this, you need to declare your illness.

In case of an inability to work, a sick leave note must be written by the doctor. The daily allowance is only payable from the 4th day of sick leave.

What conditions do I need to meet?

Sick leave for a maximum of 6 months

On the day he stops working, the employee must satisfy the following conditions:

- having worked for at least 150 hours over the 3 calendar months or 90 days before stopping work;
- or having received a salary totalling at least 1,015 times the amount of the hourly Smic over the 6 calendar months before stopping work.

After the 6th month of sick leave

The employee has to satisfy the following conditions:

- on the date that work was stopped, prove 12 months payments into the sickness benefits scheme;
- and have worked for at least 600 hours during the 12 calendar

- et avoir travaillé au moins 600 heures au cours des 12 mois civils ou des 365 jours précédant la date d'interruption de travail;
- ou avoir perçu un salaire au moins égal à 2 030 fois le montant du Smic horaire pendant les 12 mois civils (ou les 365 jours) précédant l'arrêt.

À quoi ai-je droit et comment le demander?

Mode de calcul

L'indemnité journalière est égale à 50 % du salaire journalier de base, et à 66,66 % à partir du 31^e jour d'arrêt lorsque l'assuré a au moins 3 enfants à charge.

Montant maximum

Le salaire de référence est plafonné à 2 664,49 € bruts par mois. Par conséquent, l'indemnité journalière versée ne peut pas dépasser un certain montant, qui varie selon les conditions suivantes :

	Période de versement des indemnités journalières	Montant brut maximum
Moins de 3 enfants à charge du salarié	À partir du 4 ^e jour d'arrêt, jusqu'au 360 ^e jour d'indemnisation ou jusqu'à la fin des 3 ans d'indemnisation en cas d'affections de longue durée	43,80 €
	Du 4 ^e au 30 ^e jour d'arrêt	43,80 €
3 enfants ou plus à charge du salarié	À partir du 31 ^e jour d'arrêt jusqu'au 360 ^e jour d'indemnisation (ou jusqu'à 3 ans d'indemnisation pour une affection de longue durée)	58,40 €

Revalorisation

Lorsque l'arrêt de travail est supérieur à 3 mois, l'indemnité journalière peut être revalorisée (dans la limite du montant brut maximum) en cas d'augmentation générale des salaires.

- months or the 365 days before the date of stopping work;
- or have received an income totalling at least 2,030 times the hourly Smic over the 12 calendar months (or 365 days) prior to stopping work.

What am I entitled to and how can I claim?

Calculation method

The daily allowance is equal to 50% of the daily basic wage and 66.66% from the 31st day after work was stopped when the beneficiary has at least 3 dependent children.

Maximum amount

The gross reference wage is limited to €2,664.49 per month. Therefore, the daily allowance paid cannot exceed a certain total, which varies depending on the following conditions:

	Payment period of daily allowances	Maximum gross total
The employee has less than 3 dependent children	From the 4 th day after stopping work, until the 360 th day of compensation, or until the end of the 3 years of compensation in the event of a long-term illness	€43.80
	From the 4 th to the 30 th day of stopped work	€43.80
The employee has 3 or more dependent children	From the 31 st day of stopped work until the 360 th day of compensation (or until 3 years of compensation for a long-term illness)	€58.40

Reassessment

When the sick leave exceeds 3 months, the daily allowance may be reassessed (up to the maximum gross amount) in the event of a general increase in income.

Maintien de tout ou partie du salaire par l'employeur

Le contrat de travail ou la convention collective applicable peut prévoir des conditions de rémunération plus favorables que celles de la sécurité sociale. Elles peuvent aller jusqu'au maintien intégral du salaire (c'est le cas en Alsace-Moselle).

Sauf dispositions plus favorables, le salarié ayant au moins un an d'ancienneté dans l'entreprise a droit au bénéfice d'une indemnité complémentaire, dont le montant est calculé de telle sorte que :

- pendant les 30 premiers jours d'indemnisation, le salarié perçoit 90 % de la rémunération brute qu'il aurait perçue s'il avait continué à travailler (indemnité journalière incluse);
- pendant les 30 jours suivants, 2/3 de cette même rémunération (indemnité journalière incluse).

Chaque période de 30 jours est augmentée de 10 jours par 5 années d'ancienneté supplémentaires. La durée maximale d'indemnisation est fixée à 180 jours (soit 90 jours à 90 % et 90 jours à 2/3 du salaire précédent).

L'indemnité complémentaire est versée à partir du 8^e jour d'absence pour maladie.

Versement

Sauf dispositions conventionnelles (ou contractuelles) plus favorables, les indemnités journalières sont versées après un délai de carence de 3 jours. Ce délai s'applique à chaque arrêt de travail, sauf dans les cas suivants :

- reprise d'activité entre 2 arrêts de travail n'ayant pas dépassé 48 heures;
- arrêts de travail successifs dus à une affection de longue durée (ALD).

À noter : en Alsace-Moselle, le salaire est maintenu par l'employeur dès le 1^{er} jour d'arrêt.

Maintenance of all or part of the income by the employer

The employment contract or the joint agreement that are applicable may include conditions of compensation that are more favourable than those defined by social security. These may go up to the complete repayment of income (this is the case in Alsace-Moselle).

Unless there are more favourable provisions, the employee who has worked at the company for at least one year, benefits from supplementary compensation, the amount of which is calculated so that:

- for the first 30 days of compensation, the employee receives 90% of the gross amount which he would have received if he had continued working (including daily allowance);
- for the next 30 days, 2/3 of this same remuneration (including daily allowance).

Each period of 30 days is increased by 10 days per additional 5 years of seniority. The maximum duration of compensation is set at 180 days (90 days at 90% and 90 days at 2/3 of the previous salary).

The additional compensation is paid from the 8th day of absence due to illness.

Payment

Unless there are more favourable collective (or contractual) agreements, the daily allowances are made after a waiting period of 3 days. This delay applies to every work stoppage, apart from in the following cases:

- a return to work between 2 work stoppages that does not exceed 48 hours;
- successive sick leave, owing to a long-term sickness (LTS or ALD).

Note: in Alsace-Moselle, the salary is maintained by the employer as of the first day off work.

Jours indemnisés

Les indemnités journalières sont dues pour chaque jour calendaire d'interruption de travail.

Périodicité du versement

La CPAM verse les indemnités journalières tous les 14 jours. Elle adresse en même temps un relevé.

Durée maximale de versement

La CPAM verse au maximum 360 indemnités journalières par période de 3 ans consécutifs (quel que soit le nombre de maladies), sans tenir compte des indemnités versées au titre d'une ALD.

Si le salarié souffre d'une ALD, les indemnités journalières sont versées, sans limitation de nombre, pendant 3 ans. Un nouveau délai de 3 ans peut courir si le salarié a retravaillé pendant au moins 1 an sans interruption.

Glossaire

- **Smic** : Salaire minimum interprofessionnel de croissance. Le Smic horaire est de 9,76 € brut au 1er janvier 2017.
- **CPAM** : Caisse primaire d'assurance maladie. Assure l'accueil du public à l'échelon local.
- **ALD** : Affection de longue durée. Maladie qui figure dans une liste fixée par décret, ou pathologie entraînant un arrêt de travail ou des soins sur une période supérieure à 6 mois.

Soins de longue durée

Dans quelle situation puis-je en bénéficier?

- La **majoration pour tierce personne (MTP)** permet à son bénéficiaire de percevoir une majoration de sa pension d'invalidité ou de sa rente liée à un accident du travail ou une maladie

Days compensated

The daily allowances are due for each calendar day not worked.

Frequency of payments

The Primary health insurance fund pays daily allowances every 14 days. It sends a summary at the same time.

Maximum duration of payment

At most, the Primary health insurance fund pays 360 daily allowances per period of 3 consecutive years (irrespective of the number of illnesses), without taking into account the compensations paid for a LTS.

If the employee suffers from an LTS, the daily allowances are paid, without limitation in the number, for 3 years. Another period of 3 years may apply if the employee has resumed work for at least 1 year without interruption.

Jargon busters

- **Smic**: French Minimum Interprofessional Guaranteed Wage. The gross hourly Smic is €9.76 as at 1st January 2017.
- **Primary health insurance fund**: Primary health insurance fund. Guarantees the reception of public at a local level.
- **LTS (or ALD)**: Long Term Condition. Disease that features on a list established by decree, or pathology resulting in absence from work or treatment for a period of more than 6 months.

Long-term care

In what situation can I claim?

- The **increase for a third party** (*majoration pour tierce personne, MTP*) enables its beneficiary to receive an increase in his disability pension or his annuity due to an accident at work or annuity for

professionnelle. Elle est prévue sous conditions d'assistance d'une tierce personne.

- La **prestation complémentaire pour recours à tierce personne (PC RTP)** permet une majoration de la rente liée à un accident du travail ou une maladie professionnelle en fonction du degré d'incapacité de l'assuré. Elle est prévue sous conditions d'assistance d'une tierce personne.
- L'**allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)** est prévue pour le soutien des personnes assurant la charge d'un enfant handicapé. Elle n'est pas soumise à condition de ressources. Un complément d'allocation peut être accordé si le handicap nécessite des dépenses coûteuses ou le recours à l'aide d'un tiers.
- La **prestation de compensation du handicap (PCH)** est une aide personnalisée destinée à financer les besoins liés à la perte d'autonomie des personnes handicapées. Elle couvre les aides humaines, aides matérielles (aménagement du logement et du véhicule) et aides animalières.
- L'**allocation personnalisée d'autonomie (Apa)** est destinée à couvrir en partie les dépenses de toute nature concourant à l'autonomie des personnes âgées ayant besoin d'aides pour accomplir des actes essentiels de la vie ou dont l'état nécessite une surveillance régulière.

Quelles conditions dois-je remplir?

La **majoration pour tierce personne (MTP)** vous est accordée si vous êtes titulaire d'une pension pour invalidité et que vous remplissez les deux conditions suivantes :

- votre invalidité vous empêche d'exercer une profession;
- votre invalidité vous oblige à avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie.

La **prestation complémentaire pour recours à tierce personne (PC RTP)** vous est accordée si vous êtes victime d'un accident du

occupational illness. It is provided, under the condition of assistance from a third party.

- The **additional allowance for recourse to a third party** (*prestation complémentaire pour recours à tierce personne, PC RTP*) enables an increase in the annuity related to an accident at work or an occupational disease according to the beneficiary's degree of incapacity. It is provided, under the condition of assistance from a third party.
- The **disabled child education allowance** (*allocation d'éducation de l'enfant handicapé, AEEH*) is intended to support people who have a dependent disabled child. It is not dependent on the level of income. An additional allowance may be granted if the handicap requires high expenditure or help from a third party.
- The **disability allowance** (*prestation de compensation du handicap, PCH*) is a personalised allowance intended to finance the needs related to the loss of independence by disabled people. It covers human assistance, material assistance (fitting of facilities in accommodation and vehicles), in addition to assistance from guide dogs.
- The **personalised independence allowance** (*allocation personnalisée d'autonomie, Apa*) is intended to partly cover the expenses of all kinds helping to ensure the autonomy of elderly people needing assistance in order to accomplish essential actions in life, or whose situation requires regular supervision.

What conditions do I need to meet?

The **increase for a third party (MTP)** is granted to you if you receive a disability allowance, and provided that you satisfy the two following conditions:

- your disability prevents you from exercising a profession;
- your disability obliges you to have assistance from a third party in order to complete ordinary living acts.

The **additional allowance for recourse to a third party (PC RTP)** is paid to you if you are a victim of an accident at work or an

travail ou d'une maladie professionnelle, titulaire d'une rente, et remplissez les conditions suivantes :

- votre taux d'incapacité permanente est au moins égal à 80 %;
- votre incapacité vous empêche d'accomplir seul les actes ordinaires de la vie et nécessite l'assistance d'une tierce personne.

L'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) est accordée si vous remplissez les conditions générales pour bénéficier des prestations familiales :

- vous avez un enfant handicapé de moins de 20 ans à charge;
- votre enfant présente un taux d'incapacité d'au moins 80 %;
- ou votre enfant présente un taux d'incapacité compris entre 50 % et 79 %, s'il fréquente un établissement spécialisé ou si son état exige le recours à un service d'éducation spéciale ou de soins à domicile;
- votre enfant n'est pas en internat avec prise en charge intégrale des frais de séjour par l'Assurance maladie, l'État ou l'aide sociale.

La **prestation de compensation du handicap (PCH)** vous est servie si vous êtes âgé d'au maximum 75 ans et si votre handicap est survenu avant l'âge de 60 ans. Elle peut également être servie aux enfants et adolescents handicapés qui répondent aux [critères d'attribution de l'AEEH](#) et de son complément, dans le cadre du droit d'option entre le complément d'AEEH et la PCH.

L'allocation personnalisée d'autonomie (Apa) vous est accordée si vous remplissez toutes les conditions suivantes :

- vous êtes âgé d'au moins 60 ans;
- vous résidez à votre propre domicile, chez un accueillant familial, ou dans un établissement;
- vous habitez en France de manière stable et régulière;
- vous avez besoin d'une aide pour l'accomplissement des actes essentiels de la vie, ou vous êtes dans un état nécessitant une surveillance régulière.

occupational illness, or if you receive an annuity and satisfy the following conditions:

- your rate of permanent disability is at least equal to 80%;
- your disability prevents you from carrying out ordinary acts of life on your own, and requires assistance from a third party.

The **disabled child education allowance (AEEH)** is granted if you satisfy the general conditions to benefit from family allowances:

- you have a dependent disabled child who is under 20 years old;
- your child has a disability rate of at least 80%;
- or your child has a disability rate of between 50% and 79%, they attend a specialised establishment, or their state of health requires the use of a special education service or home care;
- your child does not attend a boarding establishment with all costs of their stay covered by sickness benefits, the State or social assistance.

The **disability compensation allowance (PCH)** is paid to you if you are up to 75 years old and if you became disabled before the age of 60 years old. It can also be paid to disabled children and teenagers who satisfy the [criteria for the award of the AEEH](#) and its complement, as part of the right to choose between the additional AEEH and the PCH. The **personalised independence allowance (Apa)** is granted to you if you satisfy all the following conditions:

- you are at least 60 years old;
- you live in your own home, at the home of a family member, or at a facility;
- you live in France in a stable and regular way;
- you need assistance to complete essential acts in life, or you are in a state of health that requires regular supervision.

À quoi ai-je droit et comment le demander?

La **majoration pour tierce personne (MTP)** est fixée à 1 107,49 € par mois ou 13 289,96 € par an. Le montant est revalorisé chaque année.

Le montant de la **prestation complémentaire pour recours à tierce personne (PC RTP)** varie entre 553,73 € et 1 661,22 € en fonction du nombre d'actes ordinaires de la vie courante que la victime ne peut accomplir seule.

Le montant de base de l'**allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)** s'élève à 130,51 € par mois. À cela s'ajoute éventuellement un complément AEEH dès lors que le handicap de l'enfant entraîne des contraintes particulièrement lourdes pour la famille.

Le parent isolé bénéficiaire de ce complément AEEH peut également prétendre à une majoration s'il assume seul la charge de son enfant.

Les montants de la **prestation de compensation du handicap (PCH)** sont fixés par nature de dépense et varient en fonction des ressources de la personne handicapée perçues au cours de l'année civile précédant celle de la demande.

Le montant de l'**allocation personnalisée d'autonomie (Apa)** est égal au montant du tarif dépendance de l'établissement (Apa en établissement) ou du plan d'aide utilisé (Apa à domicile), diminué d'une participation du bénéficiaire, dans la limite d'un plafond fixé en fonction de ses ressources.

Éventuels formulaires à remplir

- Formulaire de [demande de prestations pour personnes handicapées](#).

What am I entitled to and how can I claim?

The **increase for a third party (MTP)** is set at €1,107.49 per month, or €13,289.96 per year. The total is reassessed each year.

The amount of the **additional allowance for recourse to a third party (PC RTP)** varies between €553.73 and €1,661.22, depending on the number of ordinary acts of day to day life that the victim cannot accomplish alone.

The basic amount of the **disabled child education allowance (AEEH)** amounts to €130.51 per month. In addition to that, there may be a AEEH complement, once the child's handicap results in particularly heavy constraints for the family.

The single parent benefiting from this AEEH supplement may also claim a supplement if they look after the child on their own.

The amounts of the **disability compensation allowance (PCH)** are set by the nature of the expenditure, and vary, depending on the income received by the disabled person over the calendar year prior to the application.

The amount of the **personalised independence allowance (Apa)** is equal to the amount of the establishment's dependence tariff (Apa in institutions) or the aid plan used (Apa at home), reduced by a participation from the beneficiary, up to a maximum set depending on the person's income.

Forms you may need to fill in

- Application form for disabled person's [allowances](#).

Incapacité

Pension d'invalidité

Dans quelle situation puis-je en bénéficier?

Si vous avez été victime d'une maladie ou d'un accident d'origine non professionnelle, vous pouvez demander à bénéficier d'une pension d'invalidité pour compenser la perte de vos revenus et sous réserve de remplir certaines conditions médicales, d'âge et d'ouverture de droits.

Quelles conditions dois-je remplir?

Si vous êtes dans l'incapacité de reprendre votre travail après un accident ou une maladie invalidante d'origine non professionnelle, vous pouvez percevoir une pension d'invalidité en remplissant les conditions suivantes :

- vous n'avez pas atteint l'âge légal de la retraite (62 ans);
- votre capacité de travail ou de revenus est réduite d'au moins 2/3;
- vous êtes immatriculé(e) depuis au moins 12 mois au moment de l'arrêt de votre travail suite à votre invalidité ou au moment de la constatation de votre invalidité par le médecin-conseil de votre caisse d'assurance maladie;
- vous justifiez, au cours des 12 mois qui précèdent votre arrêt de travail pour invalidité ou constatation médicale de l'invalidité, soit avoir effectué au moins 600 heures de travail salarié, soit avoir cotisé sur un salaire au moins égal à 2 030 fois le Smic horaire.

À quoi ai-je droit et comment le demander?

Pour déterminer le montant de la pension, on distingue trois catégories en fonction de la capacité de travail restante :

- La **1^{ère} catégorie** vise les invalides encore capables d'exercer une activité professionnelle. La pension est calculée selon la formule suivante : salaire annuel moyen (SAM) x 30 %. Le montant annuel

Incapacity

Disability pension

In what situation can I claim?

If you have been a victim of a disease or an accident of non-occupational origin, you may ask to benefit from a disability pension in order to compensate for the loss of your income, and on the condition of satisfying certain medical conditions, and other conditions regarding age and entitlement.

What conditions do I need to meet?

If you are incapable of resuming work after an accident or an invalidating disease of a non-occupational origin, you may receive a disability pension by satisfying the following conditions:

- you have not reached the legal age of the retirement (62 years);
- your capacity to work or income has been reduced by at least 2/3;
- you have been registered for at least 12 months when you stop your work following your disability, or when your disability was established by the medical consultant of your health insurance fund;
- you can show, over the 12 months prior to your sick leave for disability or medical establishment of disability, either that you have carried out at least 600 hours of salaried work, or having paid contributions on a salary totalling at least 2,030 times the hourly minimum wage.

What am I entitled to and how can I claim?

In order to determine the amount of the pension, three categories are defined, according to the remaining work capacity:

- The **1st category** concerns disabled people who are still capable of carrying out a professional activity. The pension is calculated according to the following formula: average annual income (SAM) x

maximal de la pension est égal à 30 % du plafond de la sécurité sociale : 11 768,40 € par an.

- La **2^e catégorie** vise les invalides incapables d'exercer une activité professionnelle. La pension est calculée de la même manière que pour la 1^{ère} catégorie, avec un pourcentage différent. La formule de calcul est la suivante (SAM) x 50 %. Le montant annuel maximal de la pension s'élève à 50 % du plafond de la sécurité sociale : 19 614 €, soit 1 634,50 € par mois.
- La **3^e catégorie** vise l'invalidé, classé en 2^e catégorie, qui est dans l'obligation d'avoir recours à l'aide d'une tierce personne pour accomplir les actes ordinaires de la vie courante. Le montant de la pension de base est alors majoré de 40 %. Montant mensuel maximal de la pension d'invalidité 3^e catégorie : 2 742 €.

Glossaire

- **Smic** : Salaire minimum interprofessionnel de croissance. Le Smic horaire est de 9,76 € brut au 1^{er} janvier 2017.
- **SAM** : Salaire annuel moyen. Le SAM représente les salaires reportés au compte vieillesse de l'assuré pendant les 10 meilleures années, revalorisés et divisés par 10, s'il y en a eu 10.
- **Plafond de la sécurité sociale** : montant maximal fixé chaque année, sur la base duquel sont calculées les cotisations et certaines prestations sociales.

Éventuels formulaires à remplir

- Formulaire de demande de pension d'invalidité [sur le site de l'assurance maladie](#).

Soins de longue durée

Dans quelle situation puis-je en bénéficier?

La **majoration pour tierce personne (MTP)** permet à son bénéficiaire de percevoir une majoration de sa pension d'invalidité ou de sa rente liée à un accident du travail ou une maladie

30%. The maximum annual amount of the pension is equal to 30% of the social security threshold: €11,768.40 per year.

- The **2nd category** concerns disabled people who are incapable of carrying out a professional activity. The pension is calculated in the same way as for the 1st category, with a different percentage. The calculation formula is as follows (SAM) x 50%. The maximum annual amount of the pension equals 50% of the social security threshold: €19,614, i.e. €1,634.50 per month.
- The **3rd category** concerns disabled persons in the 2nd category, who are obliged to receive help from a third party in order to complete ordinary acts of everyday life. The amount of the basic pension is then increased by 40%. Maximum monthly amount of 3rd category disability pension: €2,742 per month.

Jargon busters

- **Smic**: French Minimum Interprofessional Guaranteed Wage. The gross hourly minimum wage is €9.76 at 1st January 2017.
- **SAM**: Average yearly income. The SAM represents wages transferred into the employee's pension scheme over the 10 best years, revalued and divided by 10, if there are 10 years.
- **Social security threshold**: maximum total defined each year, on the basis of which contributions and certain social security allowances are calculated.

Forms you may need to fill in

- Application form for disability pension [on the sickness benefits website](#).

Long-term care

In what situation can I claim?

The **increase for a third party (MTP)** enables its beneficiary to receive an increase in his disability pension or his annuity due to an accident at work or annuity for occupational illness. It is provided,

professionnelle. Elle est prévue sous conditions d'assistance d'une tierce personne.

La **prestation complémentaire pour recours à tierce personne (PC RTP)** permet une majoration de la rente liée à un accident du travail ou une maladie professionnelle en fonction du degré d'incapacité de l'assuré. Elle est prévue sous conditions d'assistance d'une tierce personne.

L'**allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)** est prévue pour le soutien des personnes assurant la charge d'un enfant handicapé. Elle n'est pas soumise à condition de ressources. Un complément d'allocation peut être accordé si le handicap nécessite des dépenses coûteuses ou le recours à l'aide d'un tiers.

La **prestation de compensation du handicap (PCH)** est une aide personnalisée destinée à financer les besoins liés à la perte d'autonomie des personnes handicapées. Elle couvre les aides humaines, aides matérielles (aménagement du logement et du véhicule) et aides animalières.

L'**allocation personnalisée d'autonomie (Apa)** est destinée à couvrir en partie les dépenses de toute nature concourant à l'autonomie des personnes âgées ayant besoin d'aides pour accomplir des actes essentiels de la vie ou dont l'état nécessite une surveillance régulière.

Quelles conditions dois-je remplir?

La **majoration pour tierce personne (MTP)** vous est accordée si vous êtes titulaire d'une pension pour invalidité et que vous remplissez les deux conditions suivantes :

- votre invalidité vous empêche d'exercer une profession;
- votre invalidité vous oblige à avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie.

La **prestation complémentaire pour recours à tierce personne (PC RTP)** vous est accordée si vous êtes victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, titulaire d'une rente, et remplissez les conditions suivantes :

under the condition of assistance from a third party.

The **additional allowance for recourse to a third party (PC RTP)** enables an increase in the annuity related to an accident at work or an occupational disease according to the beneficiary's degree of incapacity. It is provided, under the condition of assistance from a third party.

The **disabled child education allowance (AEEH)** is intended to support people who have a dependent disabled child. It is not dependent on the level of income. An additional allowance may be granted if the handicap requires high expenditure or help from a third party.

The **disability allowance (PCH)** is a personalised allowance intended to finance the needs related to the loss of independence by disabled people. It covers human assistance, material assistance (fitting of facilities in accommodation and vehicles), in addition to assistance from guide dogs.

The **personalised independence allowance (Apa)** is intended to partly cover the expenses of all kinds helping to ensure the autonomy of elderly people needing assistance in order to accomplish essential actions in life, or whose situation requires regular supervision.

What conditions do I need to meet?

The **increase for a third party (MTP)** is granted to you if you receive a disability allowance, and provided that you satisfy the two following conditions:

- your disability prevents you from exercising a profession;
- your disability obliges you to have assistance from a third party in order to complete ordinary living acts.

The **additional allowance for recourse to a third party (PC RTP)** is paid to you if you are a victim of an accident at work or an occupational illness, or if you receive an annuity and satisfy the following conditions:

- votre taux d'incapacité permanente est au moins égal à 80 %;
- votre incapacité vous empêche d'accomplir seul les actes ordinaires de la vie et nécessite l'assistance d'une tierce personne.

L'**allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)** est accordée si vous remplissez les conditions générales pour bénéficier des prestations familiales :

- vous avez un enfant handicapé de moins de 20 ans à charge;
- votre enfant présente un taux d'incapacité d'au moins 80 %;
- ou votre enfant présente un taux d'incapacité compris entre 50 % et 79 %, s'il fréquente un établissement spécialisé ou si son état exige le recours à un service d'éducation spéciale ou de soins à domicile;
- votre enfant n'est pas en internat avec prise en charge intégrale des frais de séjour par l'Assurance maladie, l'État ou l'aide sociale.

La **prestation de compensation du handicap (PCH)** vous est servie si vous êtes âgé d'au maximum 75 ans et si votre handicap est survenu avant l'âge de 60 ans. Elle peut également être servie aux enfants et adolescents handicapés qui répondent aux [critères d'attribution de l'AEEH](#) et de son complément, dans le cadre du droit d'option entre le complément d'AEEH et la PCH.

L'**allocation personnalisée d'autonomie (Apa)** vous est accordée si vous remplissez toutes les conditions suivantes :

- vous êtes âgé d'au moins 60 ans;
- vous résidez à votre propre domicile, chez un accueillant familial, ou dans un établissement;
- vous habitez en France de manière stable et régulière;
- vous avez besoin d'une aide pour l'accomplissement des actes essentiels de la vie, ou vous êtes dans un état nécessitant une surveillance régulière.

À quoi ai-je droit et comment le demander?

La **majoration pour tierce personne (MTP)** est fixée à 1 107,49 € par mois ou 13 289,96 € par an.

- your rate of permanent disability is at least equal to 80%;
- your disability prevents you from carrying out ordinary acts of life on your own, and requires assistance from a third party.

The **disabled child education allowance (AEEH)** is granted if you satisfy the general conditions to benefit from family allowances:

- you have a dependent disabled child who is under 20 years old;
- your child has a disability rate of at least 80%;
- or your child has a disability rate of between 50% and 79%, they attend a specialised establishment, or their state of health requires the use of a special education service or home care;
- your child does not attend a boarding establishment with all costs of their stay covered by sickness benefits, the State or social assistance.

The **disability compensation allowance (PCH)** is paid to you if you are up to 75 years old and if you became disabled before the age of 60 years old. It can also be paid to disabled children and teenagers who satisfy the [criteria for the award of the AEEH](#) and its complement, as part of the right to choose between the additional AEEH and the PCH. The **personalised independence allowance (Apa)** is granted to you if you satisfy all the following conditions:

- you are at least 60 years old;
- you live in your own home, at the home of a family member, or at a facility;
- you live in France in a stable and regular way;
- you need assistance to complete essential acts in life, or you are in a state of health that requires regular supervision.

What am I entitled to and how can I claim?

The **increase for a third party (MTP)** is set at €1,107.49 per month, i.e. €13,289.96 per year.

The amount of the **additional allowance for recourse to a third**

Le montant de la prestation complémentaire pour recours à tierce personne (PC RTP) varie entre 553,73 € et 1 661,22 € en fonction du nombre d'actes ordinaires de la vie courante que la victime ne peut accomplir seule. Le montant de base de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) s'élève à 130,51 € par mois. À cela s'ajoute éventuellement un complément AEEH dès lors que le handicap de l'enfant entraîne des contraintes particulièrement lourdes pour la famille. Le parent isolé bénéficiaire de ce complément AEEH peut également prétendre à une majoration s'il assume seul la charge de son enfant. Les montants de la prestation de compensation du handicap (PCH) sont fixés par nature de dépense et varient en fonction des ressources de la personne handicapée perçues au cours de l'année civile précédant celle de la demande. Le montant de l'allocation personnalisée d'autonomie (Apa) est égal au montant du tarif dépendance de l'établissement (Apa en établissement) ou du plan d'aide utilisé (Apa à domicile), diminué d'une participation du bénéficiaire, dans la limite d'un plafond fixé en fonction de ses ressources. Éventuels formulaires à remplir • Formulaire de demande de prestations pour personnes handicapées.	party (PC RTP) varies between €553.73 and €1,661.22, depending on the number of ordinary acts of day to day life that the victim cannot accomplish alone. The basic amount of the disabled child education allowance (AEEH) amounts to €130.51 per month. In addition to that, there may be a complement, AEEH, once the child's handicap results in particularly heavy constraints for the family. The single parent benefiting from this AEEH supplement may also claim a supplement if they look after the child on their own. The amounts of the disability compensation allowance (PCH) are set by the nature of the expenditure, and vary, depending on the income received by the disabled person over the calendar year prior to the application. The amount of the personalised independence allowance (Apa) is equal to the amount of the establishment's dependence tariff (Apa in institutions) or the aid plan used (Apa at home), reduced by a participation from the beneficiary, up to a maximum set depending on the person's income. Forms you may need to fill in • Application form for disabled person's allowances.
Vieillesse et décès <u>Pensions et prestations de vieillesse</u> Dans quelle situation puis-je en bénéficier? Lors de votre départ à la retraite, en tant que salarié du privé ou travailleur indépendant, vous pouvez bénéficier d'une pension de	Old-age and survivors <u>Pensions and old age benefits</u> In what situation can I claim? On your retirement, as an employee in the private sector or a self-employed worker, you can receive a pension from the compulsory

retraite au titre du ou des régimes obligatoires auprès desquels vous avez cotisé. Les conditions diffèrent en fonction de votre année de naissance.

Quelles conditions dois-je remplir?

Régime de base

L'âge légal pour demander la liquidation d'une pension de retraite est fixé à 60 ans pour les personnes nées avant le 1er juillet 1951. L'âge augmente de 5 mois par année de naissance pour atteindre 62 ans pour les personnes nées à partir de 1955.

Vous n'êtes pas tenu de formuler votre demande lorsque vous atteignez l'âge légal; vous pouvez attendre pour le faire. Si vous continuez à travailler après l'âge légal et au-delà de la durée d'assurance prévue pour obtenir la liquidation de votre pension au taux plein, compte tenu de votre année de naissance, vous pouvez obtenir une majoration de votre pension (surcote).

Régimes complémentaires obligatoires

En France, la retraite de base est complétée par des retraites complémentaires obligatoires (régimes AGIRC et ARRCO) calculées en points. Chaque année, le montant des cotisations versées en fonction d'un salaire ou revenu de référence est traduit en points. La retraite que vous percevrez sera fonction du nombre de points acquis durant toute votre carrière professionnelle et de l'âge de votre départ à la retraite. Dans ces régimes par points, le montant de la pension est proportionnel aux revenus professionnels de l'ensemble de la carrière et non pas seulement des 25 meilleures années comme cela est le cas dans le régime de base.

Selon votre année de naissance, l'âge normal pour prendre votre retraite est fixé entre 65 et 67 ans que ce soit dans le régime AGIRC ou ARRCO. Notez que vous avez la possibilité de demander la liquidation de vos droits à partir de 57 ans. Dans ce cas, un coefficient d'anticipation sera appliqué.

schemes that you have paid into. The conditions differ, depending on your year of birth.

What conditions do I need to meet?

Basic scheme

The statutory age in order to apply for a retirement pension (*pension de retraite*) is set at 60 years for people born before 1 July 1951. The age increases by 5 months per year of birth, reaching 62 years for people born from 1955 onwards.

You are not required to make your application when you reach the statutory age; you can wait to do so. If you go on working after the statutory age and beyond the duration of insurance provided in order to obtain the payment of your pension at its full rate, taking into account your year of birth, you can obtain an increase in your pension (premium).

Mandatory supplementary schemes

In France, the basic pension is supplemented by mandatory additional pension schemes (AGIRC and ARRCO schemes), which are calculated in points. Every year, the amount of contributions paid according to a reference salary or income is converted into points. The pension that you will receive will depend on the number of points acquired during your entire career and on the age at which you retire. In these points systems, the amount of the pension is proportional to your professional income over your entire career and not just the 25 best years, as is the case in the basic scheme.

Depending on your year of birth, the normal age for you to retire is set between 65 and 67 years old, in both the AGIRC and ARRCO schemes. Remember that you have the possibility of requesting the payment of your pension rights from the age of 57 years). In this case, an anticipation coefficient will be applied.

Nevertheless, you can receive your supplementary pension without

Toutefois, vous pouvez bénéficier de votre retraite complémentaire sans application de coefficients d'anticipation quand votre pension de retraite du régime de base au taux plein a été liquidée.

À quoi ai-je droit et comment le demander?

Régime de base

Les pensions sont attribuées par la CNAV ou les CARSAT. Leur montant dépend de trois éléments :

- le salaire de base ou salaire annuel moyen (SAM).
- le taux de liquidation déterminé en fonction des périodes d'assurance et périodes équivalentes, et de l'âge au moment de la liquidation. Le taux de 50 % (taux plein) peut être minoré en fonction du nombre de trimestres manquants pour bénéficier de ce taux plein.
- la durée d'assurance et de périodes reconnues équivalentes (périodes de cotisation et périodes assimilées) auprès du régime. Le taux plein de 50 % dépend de la durée d'assurance (entre 160 et 172 trimestres en fonction de l'année de naissance), de l'âge (67 ans pour les assurés nés à partir de 1955) ou de l'appartenance à certaines catégories (inaptes au travail, mères de famille ayant élevé au moins trois enfants, etc.).

Le montant de la pension peut faire l'objet de diverses majorations :

- majoration pour enfant;
- majoration pour conjoint à charge (pour les pensionnés qui en bénéficiaient au 31 décembre 2010 et qui remplissent encore les conditions d'attribution);
- majoration pour l'aide d'une tierce personne.

Régimes complémentaires obligatoires

Pour la détermination des points, il est tenu compte des périodes cotisées et non contributives. Ces dernières comprennent des périodes d'emploi antérieures à l'application du régime, des périodes de perception de prestations maladie, maternité, invalidité, accidents du

application of anticipation coefficients when your basic pension at the full rate has been claimed.

What am I entitled to and how can I claim?

Basic scheme

The pensions are paid by the CNAV or the CARSAT. The sum depends on three factors:

- the basic or average yearly salary (SAM).
- the rate of payment determined according to the insurance periods and equivalent periods, and according to the age at the time of claiming. The rate of 50% (full rate) can be reduced according to the number of quarters that are missing in order to benefit from this full rate.
- the duration of insurance and periods recognised as equivalent by the scheme (periods of contribution and similar periods). The full rate of 50% depends on the duration of the insurance (between 160 and 172 quarters from the year of birth), the age (67 years for beneficiaries born after 1955) or whether they belong to certain categories (incapable of work, housewives having brought up at least three children, etc.).

The amount of the pension may be subject to different increases:

- increase for a child;
- increase for a dependent spouse (for pensioners who benefited from this pension on December 31, 2010 and still fulfil the conditions);
- increase for assistance by a third party.

Mandatory supplementary schemes

For the determination of points, periods that have been paid for and which are non-contributory are taken into account. The latter include periods of employment prior to the application of the scheme, and periods when benefits for health, maternity, disability, accidents at work and unemployment were received.

travail et chômage.

Valeur annuelle du point au 1er novembre 2016 :

- ARRCO 1,2513 €
- AGIRC 0,4352 €

Le montant de la pension peut être majoré lorsque le titulaire a ou a eu des enfants :

- majoration de 5 % par enfant à charge âgé de moins de 18 ans ou 25 ans si étudiant, apprenti ou demandeur d'emploi (la condition d'âge est levée pour les enfants dont l'invalidité s'est déclarée avant 21 ans);
- majoration pour avoir élevé trois enfants ou plus : taux en fonction du régime d'appartenance, ou 10 % de la pension sur la partie de carrière postérieure à 2011.

Ces deux majorations ne sont pas cumulables; le cas échéant, la plus avantageuse est appliquée.

Glossaire

- **CNAV**: Caisse nationale d'assurance vieillesse. Caisse de retraite du régime général au niveau national et dans la région parisienne.
- **CARSAT**: Caisses d'assurance retraite et de la santé au travail. Caisse de retraite du régime général au niveau régional.
- **SAM**: Salaire annuel moyen. Il représente les salaires sur lesquels les cotisations ont été versées. Depuis le 1er janvier 2008 et pour tous les assurés nés après 1947, le SAM est calculé sur la base des 25 meilleures années de la carrière.
- **Liquidation**: Procédure qui consiste, pour l'[assuré](#), à faire valoir ses droits à la retraite.
- **AGIRC**: Association générale des institutions de retraite des cadres. Organisme qui gère le régime de retraite des cadres du secteur privé de l'industrie, du commerce, des services et de l'agriculture.
- **ARRCO**: Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés. Organisme qui gère le régime de retraite complémentaire de l'ensemble des salariés du secteur privé de l'industrie, du commerce, des services et de l'agriculture, cadres compris.

Annual value of the point on 1st November 2016:

- ARRCO €1.2513
- AGIRC €0.4352

The amount of the pension may be increased when the recipient has or has had children:

- increase of 5% per dependent child of under 18 years old, or 25 years old if a student, apprentice or job seeker (the age requirement is waived for children whose disability has occurred before age 21);
- increase for raising three or more children: rate according to the scheme paid into, or 10% of the pension on the part of the career after 2011.

These two increases are not cumulative; if necessary, the most advantageous is applied.

Jargon busters

- **CNAV**: National pension fund. Pension fund for the general system at the national level and in the Paris area.
- **CARSAT**: Pension insurance and health at work funds. Pension fund for general system at the regional level.
- **SAM**: Average yearly income. This represents income on which contributions have been paid. Since 1st January 2008 and for all beneficiaries born after 1947, the SAM is calculated on the basis of the 25 best years of the person's career.
- **Payment**: Procedure which, for the [beneficiary](#), consists of asserting his pension rights.
- **AGIRC**: General association of pension institutions for executives. A body that manages executives' pension schemes in the private sector of industry, trade, services and agriculture.
- **ARRCO**: Association for the supplementary pension scheme for blue collar workers. A body that manages the supplementary pension schemes for employees of the private sector - in industry, trade, services and agriculture, including executives.

Éventuels formulaires à remplir

- Formulaire de [demande de retraite personnelle - Salarié du régime général, salarié et non salarié agricole \(MSA\), artisan et commerçant \(RSI\)](#)
- [Espace personnel pour demander sa retraite complémentaire Agirc-Arrco en ligne](#)

Prestations en faveur des survivants

Dans quelle situation puis-je en bénéficier?

Les prestations de survivants comprennent :

- la **pension de réversion**, qui correspond à une partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'assuré décédé. Elle est versée au conjoint ou ex-conjoint survivant;
- l'**allocation de veuvage** qui vous est versée sous condition de ressources, si vous ne remplissez pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion;
- le **capital décès** qui garantit le versement d'un capital aux proches d'un salarié décédé, sous certaines conditions liées à ce dernier.

Quelles conditions dois-je remplir?

Pension de réversion

- vous devez avoir été marié avec l'assuré décédé (le Pacs et le concubinage ne donnent pas droit à la pension de réversion);
- vous devez être âgé d'au moins 55 ans. Cet âge peut être abaissé dans certains cas (décès ou disparition avant 2009);
- vos ressources annuelles ne doivent pas dépasser 20 300,80 € si vous vivez seul, ou 32 481,28 € si vous vivez en couple.

La pension de réversion peut vous être accordée même si votre conjoint ou ex-conjoint est décédé avant d'avoir pris sa retraite ou d'avoir atteint l'âge minimal de départ à la retraite.

Forms you may need to fill in

- Application form of [for a personal pension - Employee of the general system, employee and non-salaried agricultural workers \(MSA\), craftsman and tradesmen \(RSI\)](#)
- [Personal space to apply for supplementary Agirc-Arrco retirement online](#)

Benefits for surviving spouses

In what situation can I claim?

The surviving spouse's allowances include:

- the **survivor's pension** (*pension de réversion*), which corresponds to a proportion of the pension which the deceased person could have received. It is paid to the surviving spouse or ex-spouse;
- the **widowhood allowance** (*allocation de veuvage*), which is paid to you, depending on your income, if you do not meet the conditions of age in order to benefit from a survivor's pension;
- the **death grant** (*capital décès*), which guarantees the payment of a sum to your family from a deceased employee, under certain conditions linked to the latter.

What conditions do I need to meet?

Survivor's pension

- you must have been married to the deceased beneficiary (the Pacs civil partnership and cohabitation do not entitle the partner to the survivor's pension);
- you must be at least 55 years old. This age may be reduced in certain cases (death or disappearance before 2009);
- your annual income must not exceed €20,300.80 if you live alone, or €32,481.28 if you live with a partner.

The survivor's pension may be granted to you, even if your spouse or ex-spouse died before retirement or before reaching the minimum retirement age.

Allocation de veuvage

- vos ressources des 3 mois civils avant votre demande ne doivent pas dépasser 2 260,27 €, soit 753,42 € par mois;
- votre conjoint doit avoir cotisé à l'assurance vieillesse au moins 3 mois, continus ou non, durant l'année précédant son décès;
- vous devez avoir moins de 55 ans;
- vous ne devez pas vivre en couple (remariage, vie maritale, Pacs);
- vous devez résider en France.

Capital décès

Pour que le capital décès puisse être versé, le défunt devait être, moins de 3 mois avant son décès, dans l'une des situations suivantes :

- salarié justifiant, au jour du décès, d'une activité professionnelle permettant l'ouverture des droits à l'assurance maladie;
- chômeur indemnisé;
- bénéficiaire d'une rente d'accident de travail ou de maladie professionnelle pour un taux d'incapacité d'au moins 66,66 %;
- bénéficiaire d'une pension d'invalidité;
- en situation de maintien de droits.

À quoi ai-je droit et comment le demander?

Pension de réversion

La pension de réversion est égale à 54 % de la retraite de base dont bénéficiait (ou aurait pu bénéficier) votre conjoint ou ex-conjoint décédé (sans tenir compte des éventuelles majorations dont il bénéficiait).

Majorations de la pension :

- 10 % si vous avez élevé au moins 3 enfants;
- 11,1 % si vous avez atteint l'âge d'obtention d'une retraite au taux plein, avez fait valoir vos droits à une pension de retraite, et que le montant total mensuel de vos pensions ne dépasse pas 853,25 €;
- 96,30 € par mois si vous avez au moins un enfant à charge.

Widowhood allowance

- your income over the 3 calendar months before your application must not exceed €2,260.27, i.e. €753.42 per month;
- your spouse must have contributed to the pension fund for at least 3 months, either continuously or not, during the year before his or her death;
- you must be less than 55 years old;
- you must not live in a couple (remarriage, marital life, Pacs);
- you must live in France.

Death grant

So that the death grant can be paid, the deceased party had, less than 3 months before their death, to be in the one of the following situations:

- employed, and on the date of the death, justifying a professional activity allowing the entitlement to sickness benefits;
- an unemployed person receiving unemployment benefits;
- beneficiary of an annuity for an occupational accident or occupational illness for a disability level of at least 66.66%;
- beneficiary of a disability pension;
- already holding these rights.

What am I entitled to and how can I claim?

Survivor's pension

The survivor's pension is equal to 54% of the basic pension from which your deceased spouse or ex-spouse benefited (or could have benefited, without taking into account any possible increases from which they benefited).

Pensions increase:

- 10% if you have raised at least 3 children;
- 11.1% if you have reached the age for obtaining a full pension, have exercised your rights to a pension, and if the monthly total of your pensions does not exceed €853.25;
- €96.30 per month if you have at least one dependent child.

If your deceased spouse has been married several times, the survivor's

Si votre conjoint décédé a été marié plusieurs fois, la pension de réversion est partagée entre vous et le ou les ex-conjoint(s) divorcé(s). Ce partage est proportionnel à la durée de chaque mariage. Si votre conjoint ou ex-conjoint justifiait de 15 ans (60 trimestres) de cotisations au régime général, le montant minimal de votre pension de réversion est de 3 406,47 € par an. Si le défunt avait cotisé moins de 15 ans, ce montant minimum est réduit proportionnellement. Le montant de votre pension de réversion ne peut pas excéder 10 591,56 € par an. Votre pension de réversion peut être révisée à la hausse ou à la baisse (voire suspendue) en cas de variation de vos ressources. Toutefois, elle ne peut plus être révisée 3 mois après la date d'effet de l'ensemble de vos retraites personnelles de base et complémentaires ou, si vous n'avez pas droit à ces retraites personnelles, au 1er jour du mois qui suit l'obtention de l'âge légal de départ en retraite (62 ans pour les personnes nées à partir de 1955).

Allocation de veuvage

Le montant net mensuel de l'allocation de veuvage est de 602,73 €. Le montant peut être réduit en fonction de vos ressources. En cas de formation rémunérée ou de reprise d'une activité professionnelle, vous pouvez cumuler les revenus perçus avec l'allocation de veuvage dans une certaine limite et pendant un certain temps. Vous percevez l'allocation de veuvage tant que vous remplissez les conditions, et au maximum pendant 2 ans (ou jusqu'à vos 55 ans si vous aviez 50 ans ou plus au décès de votre conjoint).

Capital décès

Pour tout décès intervenu à compter du 1er janvier 2015, le montant du capital décès correspond à une somme forfaitaire revalorisée annuellement. Au 1er avril 2017, il est égal à 3 415 €.

pension is shared between you and the divorced ex-spouse(s). This division is proportional to the duration of each marriage. If your spouse or ex-spouse made 15 years (60 quarters) of contributions to the general pension scheme, the minimum amount of your survivor's pension is €3,406.47 per year. If the deceased had contributed for less than 15 years, this minimum total is reduced proportionally. The amount of your survivor's pension cannot exceed €10,591.56 per year. Your survivor's pension may be revised up or down (or even suspended) in case of changes in your income. However, it can no longer be revised 3 months after the actual date of your basic and supplementary personal pensions, or if you do not have the right to these personal pensions, on the 1st day of the month after the statutory retirement age (62 years for persons born after 1955).

Widowhood allowance

- The monthly net amount of the widowhood allowance is €602.73.
- The total may be reduced, depending on your income.
- In the event of remunerated training, or in case of resumption of a professional activity, you may cumulate the incomes received with the widowhood allowance up to a certain limit, and for a certain time.
- You receive the widowhood allowance as long as you satisfy the conditions, and at most for 2 years (or until your 55th birthday if you were 50 years old or more when your spouse died).

Death grant

For any death occurred on or after January 1, 2015, the amount of the death grant corresponds to a lump sum annually adjusted. On 1 April 2017, it is equal to €3,415.

Glossaire • Pacs : Pacte civil de solidarité. Il s'agit d'un contrat conclu entre deux personnes majeures, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune. • CARSAT : Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail. Caisse d'assurance retraite du régime général au niveau régional (sauf Île-de-France). • CNAV : Caisse nationale de l'assurance vieillesse. Caisse d'assurance retraite du régime général au niveau national et régional pour l'Île-de-France. • Plafond de la sécurité sociale : Montant maximal fixé chaque année, sur la base duquel sont calculées les cotisations et certaines prestations sociales. Éventuels formulaires à remplir • Demande de pension de réversion (sauf fonctionnaires). • Demande d'allocation de veuvage auprès de la CNAV. • Demande d'allocation de veuvage auprès de la MSA (agriculteurs). • Demande de capital décès.	Jargon busters • Pacs: Civil solidarity pact. This is an agreement made between two adults, of different sexes or the same sex, in order to formalise their lives together. • CARSAT: Pension fund and health at work. Pension fund under the general system at the regional level (except Île-de-France). • CNAV: National pension fund. Pension fund depending on the general system at the national and regional level for Île-de-France. • Social security threshold: Maximum total defined every year, based on which contributions and certain social security allowances are calculated. Forms you may need to fill in • Application for a survivor's pension (except civil servants). • Application for widowhood allowance from the CNAV • Application for widowhood allowance from the MSA (farmers) • Application for death grant.
Aide sociale <u>Revenu de solidarité active (RSA)</u> Dans quelle situation puis-je en bénéficier? Le revenu de solidarité active (RSA) est destiné à assurer aux personnes sans emploi ou aux travailleurs qui disposent de faibles ressources un niveau minimum de revenu, variable selon la composition de leur foyer. Le RSA vise les personnes âgées d'au moins 25 ans et les personnes âgées de 18 à 24 ans si elles sont parents isolés ou justifient d'une certaine durée d'activité professionnelle.	Social assistance <u>Income support (RSA)</u> In what situation can I claim? Income support (<i>revenu de solidarité active, RSA</i>) is intended to guarantee unemployed people, or workers who have a very low income, a minimum level of income, which is variable, according to the number of people in their household. Income support concerns people who are at least 25 years old, and those aged between 18 and 24 years old if they are single parents or if they can prove a certain length of time in work.

Quelles conditions dois-je remplir?

- Être âgé d'au moins 25 ans ou être enceinte ou assumer la charge d'un ou de plusieurs enfants ou justifier d'une durée minimale d'activité.
- Résider en France de façon stable et régulière.
- Être Français ou ressortissant de l'Espace économique européen ou Suisse et justifier d'un droit au séjour, ou être ressortissant d'un autre pays et séjourner en France de façon régulière depuis au moins 5 ans (sauf cas particuliers).
- Les ressources mensuelles moyennes de votre foyer pendant les 3 mois précédant votre demande ne doivent pas dépasser un certain montant.
- Avoir prioritairement fait valoir vos droits à l'ensemble des autres prestations sociales (allocation chômage, retraite...) auxquelles vous pouvez prétendre.
- Vous ne pourrez pas bénéficier du RSA (sauf si vous êtes parent isolé) si vous êtes :
 - en congé parental ou sabbatique, en congé sans solde ou en disponibilité;
 - étudiant et que vous ne percevez pas un revenu d'activité au moins égal à 500 € par mois (au titre des revenus déclarés chaque trimestre).

À quoi ai-je droit et comment le demander?

- **Le montant du RSA dépend de la composition du foyer:** couple, enfants à charge.
- **Le montant du RSA dépend de vos ressources** et de celles de chacun des membres de votre foyer.

Vous pouvez effectuer une estimation de vos droits à l'aide du [simulateur de calcul](#) du site de l'administration française.

Montant du RSA pour un foyer sans revenu d'activité

Si votre foyer ne dispose d'aucun revenu d'activité, le niveau minimum de ressources garanti est un montant forfaitaire variable selon la composition de votre famille. On parle alors de RSA socle.

What conditions do I need to meet?

- You need to be at least 25 years old, or be pregnant, or have one or more dependent children, or prove a minimum duration of professional activity.
- Live in France in a stable and regular way.
- Be French or a national from the [European economic area](#), or Swiss, and provide evidence of a right to stay, or be a national from another country and have stayed in France regularly for at least 5 years (except special cases).
- The average monthly income of your household over the 3 months prior to your application must not exceed a certain level.
- Have, as a priority, your rights established regarding all other social security allowances (unemployment benefit, pensions, etc.) to which you are entitled.
- You will not be able to receive income support (unless you are a single parent) if you are:
 - on parental or sabbatical leave, on unpaid leave or seasonal lay-off;
 - a student and not receiving an income from work at least equal to €500 per month (for declared income each quarter).

What am I entitled to and how can I claim?

- **The amount of income support depends on who is in the household:** a couple, and dependent children.
- **The amount of income support depends on your income** and that of each member of your household.

You can make an estimate of your rights with the help of the [calculation simulator](#) on the French administration's website.

Amount of income support for a household without professional income

If your household has no professional income, the minimum guaranteed income is a flat sum, which is changeable according to the

Si vous êtes parent isolé avec des enfants à charge ou enceinte, le montant forfaitaire garanti est majoré.

Nombre d'enfants	Personne seule	Parent isolé : majoration pour
Aucun	536,78 €	689,28 €
1	805,17 €	919,05 €
2	966,21 €	1 148 €
Par enfant supplémentaire	214,71 €	229,76 €

Si vous disposez de ressources autres que des ressources d'activité (allocations chômage, indemnités journalières, aide au logement...), le montant du RSA effectivement versé est égal à la différence entre le RSA socle et vos ressources.

Montant du RSA pour un foyer avec revenus d'activité

Si votre foyer dispose de revenus d'activité, le RSA prend la forme d'un complément de ressources lorsque vos revenus d'activité sont inférieurs à un montant minimum garanti.

Le montant du RSA est égal à la différence entre ce montant minimum garanti et les revenus d'activité de votre foyer (auxquels s'ajoute éventuellement le forfait logement). Le montant minimum garanti dépend du montant des salaires perçus et de la composition de votre foyer.

Plus d'informations et exemple de calcul sur [le site de l'administration française](#).

Glossaire

- **Parent isolé** : personne célibataire, divorcée, séparée ou veuve ayant des enfants à charge nés ou à naître, qui ne vit pas en couple et qui ne partage pas ses ressources et ses charges avec un conjoint, concubin ou partenaire pacsé. La simple séparation

composition of your family. We then talk about basic income support (RSA-socle).

If you are a single parent with dependent children, or you are pregnant, the minimum guaranteed amount is increased.

Number of children	Single person	Single parent: increase for single par
None	€536.78	€689.28
1	€805.17	€919.05
2	€966.21	€1,148
Per additional child	€214.71	€229.76

If you have income other than from employment (unemployment benefit, daily allowances, housing benefit, etc.), the amount of income support actually paid is equal to the difference between the basic income support and your income.

Amount of income support (RSA) for a household with income from employment

If your household receives income from employment, the RSA takes the form of additional income when your income from employment is below the guaranteed minimum amount.

The amount of RSA is equal to the difference between this guaranteed minimum amount and your household's income from employment (plus any housing benefit). The guaranteed minimum amount depends on the level of income received and the composition of your household.

More information and calculation examples are available on the [French administration's website](#).

Jargon busters

- **Single parent**: a single, divorced, separated or widowed person who has dependent children who are already born, or who are due to be born, who does not live in a couple and does not share his or her income and costs with a partner, cohabitee or civil partner. The

géographique d'un couple ne constitue pas une situation d'isolement.

Éventuels formulaires à remplir

- Formulaire de [demande de RSA](#).
- Si vous êtes commerçant, artisan, non-salarié agricole, ou si vous exercez une profession libérale, vous devez en outre compléter [la demande supplémentaire pour les non-salariés](#).

Autres allocations

Dans quelle situation puis-je en bénéficier?

Les minima sociaux, en dehors du RSA, regroupent des allocations destinées à certaines catégories de demandeurs d'emploi, aux personnes âgées et aux adultes handicapés à faibles revenus, aux étrangers se trouvant dans des situations particulières, à certains ex-détenus et à certains salariés expatriés de retour en France.

Quelles conditions dois-je remplir?

- **L'allocation de solidarité spécifique (ASS)** peut être attribuée, sous certaines conditions d'activité antérieure et de ressources, aux demandeurs d'emploi ayant épuisé leur droit à l'Allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE).
- **L'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa)** est une allocation destinée aux personnes âgées disposant de faibles revenus en vue de leur assurer un niveau minimum de ressources.
- **La prime transitoire de solidarité (PTS)** est destinée au demandeur d'emploi de plus de 60 ans qui ne touche plus de prestation et qui ne peut pas encore percevoir sa pension de retraite.
- **L'allocation supplémentaire d'invalidité (Asi)** est une prestation versée sous certaines conditions aux personnes invalides titulaires d'une pension de retraite anticipée ou d'invalidité qui n'ont pas atteint l'âge légal de départ à la retraite permettant de bénéficier de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa).

simple geographic separation of a couple does not constitute a situation of single parenthood.

Forms you may need to fill in

- Application form [for income support](#).
- If you are shopkeeper, craftsman, agricultural non-salaried worker, or a freelance worker, you also need to complete [the additional application for non-salaried workers](#).

Other benefits

In what situation can I claim?

The social minima, besides income support (RSA), include benefits intended for certain categories of job seekers, elderly people and disabled adults with low income, foreigners in specific situations, certain ex-convicts and certain expatriate employees returning to France.

What conditions do I need to meet?

- The **specific solidarity allowance** (*allocation de solidarité spécifique, ASS*) may be awarded, under certain conditions of prior activity and income, to job seekers having exhausted their right to the assistance allowance for return to work (*allocation d'aide au retour à l'emploi, ARE*).
- The **solidarity allowance for elderly people** (*allocation de solidarité aux personnes âgées, Aspa*) is an allowance intended for elderly people who have low income, in order to guarantee them a minimum level of income.
- The **transitional solidarity allowance** (*prime transitoire de solidarité, PTS*) is for job seekers over 60 who no longer receive benefits and who cannot yet receive their pension.
- The **supplementary invalidity allowance** (*allocation supplémentaire d'invalidité, Asi*) is an allowance paid under certain conditions to people who have a disability with an early retirement

- **L'allocation temporaire d'attente (Ata)** est susceptible d'être versée sous certaines conditions par Pôle emploi aux ressortissants étrangers bénéficiaires de la protection subsidiaire, aux apatrides, aux anciens détenus et aux salariés expatriés lors de leur retour en France. Doit être supprimée courant 2017.
- **L'allocation aux adultes handicapés (AAH)** est versée, sous conditions de ressources, aux adultes déclarés handicapés afin de leur assurer un revenu minimum. Des compléments peuvent être versés pour compenser l'incapacité de travail ou faire face aux dépenses de logement.
- **La prime d'activité** est une aide financière qui vise à encourager l'activité et à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux ressources modestes.

À quoi ai-je droit et comment le demander?

- **Allocation de solidarité spécifique (ASS):** le montant est fixé à 16,32 € par jour.
- **Allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa):** le montant dépend des ressources et de la situation familiale du demandeur.
- **Prime transitoire de solidarité (PTS):** 300 € par mois.
- **Allocation supplémentaire d'invalidité (Asi):** le montant dépend des ressources et de la situation familiale du demandeur.
- **Allocation temporaire d'attente (Ata):** le montant est de 11,49 € par jour.
- **Allocation aux adultes handicapés (AAH):** le montant varie en fonction des ressources de la personne handicapée et de celles de son conjoint, concubin ou partenaire de Pacs. La personne qui ne dispose d'aucune ressource peut percevoir le montant maximum mensuel de 810,89 €.
- **Prime d'activité:** le montant est calculé par périodes de 3 mois. Il

or disability pension who have not reached the legal retirement age enabling them to receive the solidarity allowance for elderly people (Aspa).

- The **temporary waiting allowance** (*allocation temporaire d'attente, Ata*) will be paid by the job centre under certain conditions to foreign citizens, beneficiaries of subsidiary protection, stateless persons, ex-convicts and to expatriate employees when they return to France. Must be removed in 2017.
- The **disabled adults' allowance** (*allocation aux adultes handicapés, AAH*) is a means-tested allowance that is paid to adults who are declared disabled, in order to guarantee them a minimum income. Supplements may be paid to compensate for an inability to work or to pay for accommodation costs.
- The **activity allowance** (*prime d'activité*) is a financial aid designed to encourage the activity and to support the purchasing power of workers with modest income.

What am I entitled to and how can I claim?

- **Special solidarity allowance (ASS):** the amount is set at €16.32 per day.
- **Solidarity allowance for elderly people (Aspa):** the total depends on the claimant's income and family situation.
- **Transitory solidarity allowance (PTS):** €300 per month.
- **Supplementary invalidity allowance (Asi):** the total depends on the claimant's income and family situation.
- **Temporary waiting allowance (Ata):** this totals €11.49 per day.
- **Disabled adults' allowance (AAH):** the total varies according to the income of the disabled person and that of his or her spouse, cohabitee or civil partner. A person who has no income may receive the monthly maximum amount of €810.89.
- **Activity allowance:** the amount is calculated for periods of 3 months. It depends on the income of the past three months and the structure of the household.

dépend des revenus des 3 derniers mois et de la composition du foyer.

Glossaire

- **RSA** : Revenu de solidarité active. Il est destiné à assurer aux personnes sans emploi ou aux travailleurs qui disposent de faibles ressources un niveau minimum de revenu, variable selon la composition de leur foyer.
- **Pôle emploi** : organisme qui concentre dans un même lieu toutes les aides pour trouver un emploi (accueil, orientation, formation, placement des demandeurs d'emploi et versement d'un revenu de remplacement). <http://www.pole-emploi.fr/accueil/>
- **Pacs** : pacte civil de solidarité. Il s'agit d'un contrat conclu entre deux personnes majeures, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune.

Éventuels formulaires à remplir

- [Formulaire de demande d'allocation de solidarité spécifique.](#)
- [Formulaire de demande d'allocation de solidarité aux personnes âgées.](#)
- [Formulaire de demande d'allocation supplémentaire d'invalidité \(régime général\).](#)
- [Formulaire de demande d'allocation supplémentaire d'invalidité \(régime agricole\).](#)
- [Formulaire de demande d'allocation pour adultes handicapés.](#)
- [Formulaire de demande de prime d'activité.](#)

Jargon busters

- **RSA**: Income support. This is intended to ensure unemployed people who have low income a minimum level of income, which varies according to the number of people in their household.
- **Pôle emploi**: a body that concentrates all the assistance necessary in order to find a job in the same place (reception, orientation, training, placement of job seekers and payment of a replacement income). <http://www.pole-emploi.fr/accueil/>
- **Pacs**: Civil solidarity pact. This is an agreement made between two adults, of different sexes or the same sex, in order to formalise their lives together.

Forms you may need to fill in

- [Application form for specific solidarity allowance.](#)
- [Application form for solidarity allowance for elderly people.](#)
- [Application form for supplementary disability allowance \(general system\).](#)
- [Application form for additional disability allowance \(agricultural system\).](#)
- [Application form for disabled adults' allowance.](#)
- [Application form for activity allowance.](#)

Chômage

Chômage

Dans quelle situation puis-je en bénéficier?

L'Allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) est la prestation servie

Unemployment

Unemployment

In what situation can I claim?

The back-to-work allowance (*allocation d'aide au retour à l'emploi*,

par l'Assurance chômage aux salariés.
Elle constitue un revenu de remplacement qui vous est accordé si vous pouvez justifier d'une durée minimale d'activité préalable à la perte involontaire de votre emploi.
Vous devez également justifier d'une recherche active d'emploi dans le cadre du Projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE).

Quelles conditions dois-je remplir?

Pour bénéficier de prestations de chômage, il faut :

- une rupture du lien professionnel par licenciement ou la venue à terme d'un engagement à durée déterminée (CDD), ou une rupture conventionnelle ou la démission pour motif légitime;
- être physiquement apte à exercer un emploi;
- être inscrit comme demandeur d'emploi auprès de [Pôle emploi](#) et se conformer au projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE);
- l'accomplissement d'actes positifs de recherche d'emploi;
- une certaine durée d'affiliation au régime (au moins 122 jours au cours des 28 mois précédents ou des 36 mois précédents pour les salariés âgés de 50 ans et plus) au moment de la rupture du contrat de travail;
- ne pas avoir atteint l'âge légal de départ à la retraite (ou l'âge requis pour bénéficier d'une retraite à taux plein);
- accepter les offres raisonnables d'emploi (en cas de refus à deux offres raisonnables, le demandeur d'emploi peut être sanctionné).

À quoi ai-je droit et comment le demander?

Montant de l'Allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE)

Le montant brut de l'allocation journalière d'aide au retour à l'emploi comprend :

- une partie fixe égale à 11,76 €;
- une partie variable, égale à 40,4 % du salaire journalier de référence (SJR).

Cette somme ne peut pas être inférieure à 57 % ni supérieure à 75 %

ARE) is the allowance paid by unemployment insurance to employees. It constitutes a replacement income that is paid to you if you can prove a minimum duration of work prior to the unintentional loss of your job.

You must also prove that you are actively seeking work under the individual job-seeking plan (*projet personnalisé d'accès à l'emploi, PPAE*).

What conditions do I need to meet?

In order to receive unemployment benefits, you need to:

- show a termination of the employment contract by dismissal, or the termination of a fixed term employment contract (CDD), or a contractual termination, or resignation for a legitimate reason;
- be physically capable of carrying out a job;
- be enrolled as a job seeker with the [Pôle emploi](#) and comply with the individual job seeking plan (PPAE);
- to be actively job seeking;
- have a certain duration of affiliation to the system (at least 122 days over the previous 28 months or the 36 previous months for employees of at least 50 years old) at the time of the termination of the employment contract;
- have not reached the legal retirement age (or the age required in order to receive a full pension);
- accept reasonable job offers (in the event of refusing two reasonable job offers, the job seeker may be sanctioned).

What am I entitled to and how can I claim?

Amount of the back-to-work allowance (ARE)

The gross amount of the daily allowance to help you return to employment includes:

- a fixed part equal to €11.76;
- a variable part, equal to 40.4% of the daily reference wage (SJR).

This sum cannot be less than 57%, nor higher than 75%, of the daily reference wage.

du salaire journalier de référence.

Si le salarié travaillait à temps partiel, la partie fixe de l'ARE est proportionnellement réduite.

Le revenu de remplacement mensuel est égal au montant de l'allocation journalière multiplié par le nombre de jours du mois considéré.

Le montant net de l'ARE ne peut pas être inférieur à 28,67 € par jour.

Si l'assuré suit une formation prescrite par Pôle emploi et bénéficie d'une allocation d'aide au retour à l'emploi formation (Aref), le montant net de cette dernière ne peut pas être inférieur à 20,54 € par jour.

Durée de versement de l'Allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE)

La durée de versement de l'allocation au demandeur d'emploi est fonction de la durée d'affiliation prise en compte pour l'ouverture de ses droits à l'allocation au cours :

- des 28 mois précédant la fin de son contrat, s'il est âgé de moins de 50 ans;
- des 36 derniers mois, s'il est âgé de 50 ans et plus.

Cette durée de versement ne peut pas être inférieure à 122 jours (4 mois) ni supérieure à :

- 730 jours (2 ans), si le demandeur d'emploi est âgé de moins de 50 ans à la date de fin de son contrat;
- 1 095 jours (3 ans), s'il est âgé de 50 ans et plus.

La durée de versement peut cependant être prolongée dans certains cas. Plus d'informations sont disponibles sur la [page dédiée du site officiel de l'administration française](#).

Le dispositif de « droits rechargeables » permet à un demandeur d'emploi indemnisé de reprendre une ou plusieurs activités dont la durée totale est supérieure ou égale à 150 heures, sans perdre les droits qu'il avait acquis au moment de sa première demande d'indemnisation. Il peut ainsi cumuler les nouveaux droits issus d'une

If the employee worked part-time, the fixed part of the back-to-work allowance is reduced proportionally.

The monthly replacement income is equal to the amount of the daily allowance multiplied by the number of days in the month considered.

The net amount of the back-to-work allowance cannot be less than €28.67 per day. If the beneficiary follows training prescribed by the job centre and receives a back-to-work or training allowance (*allocation d'aide au retour à l'emploi formation, Aref*), the net amount of the latter cannot be less than €20.54 per day.

Duration of payment of back-to-work allowance (ARE)

The duration of payment of the allowance to the job seeker depends on the duration of affiliation taken into account for the entitlement to benefit rights over:

- the 28 months preceding the end of their contract, if they are under 50 years old;
- the 36 last months, if they are 50 years old or more.

This duration of payment cannot be less than 122 days (4 months) nor higher than:

- 730 days (2 years), if the job seeker is less than 50 years old on the date of the end of their employment contract;
- 1,095 days (3 years), if they are 50 years old or more.

The duration of payment can however be extended in certain cases. More information is available on the [dedicated page of the French administration's official site](#).

The "renewable rights" measure allows a job seeker receiving compensation to resume one or more activities the total duration of which is greater than or equal to 150 hours, without losing the rights they had acquired at the time of their first application for compensation. They can combine the new rights resulting from a short period of activity with those that had not been used at the time of their

courte période d'activité avec ceux qui n'avaient pas été utilisés au moment de son retour à l'emploi.

Cotisations et imposition

Un prélèvement destiné au financement des retraites complémentaires est effectué sur le montant brut de l'allocation journalière.

L'ARE est également soumise à contribution sociale généralisée (CSG) et à contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

L'Aref est exonérée de CSG et de CRDS.

L'ARE et l'Aref constituent des revenus imposables.

Glossaire

- **Salaire journalier de référence (SJR)**: il permet de calculer le montant de l'allocation et correspond à la moyenne des salaires bruts perçus pendant les 12 mois précédant le dernier jour de travail payé, dans la limite d'un plafond.
- **Allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE)**: allocation servie par l'assurance chômage.
- **Allocation d'aide au retour à l'emploi formation (Aref)**: elle est versée par Pôle emploi aux demandeurs d'emploi indemnisés qui suivent une formation validée.
- **Projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE)**: il est établi par Pôle emploi à la suite de l'inscription comme demandeur d'emploi et vise à déterminer un parcours de retour à l'emploi adapté à la situation du demandeur.
- **Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Unédic)**: organisme qui administre le régime d'assurance chômage et fixe les modalités d'indemnisation.
<http://www.unedic.org/>
- **Pôle emploi**: organisme qui concentre dans un même lieu toutes les aides pour trouver un emploi (accueil, orientation, formation,

return to work.

Contributions and taxation

A deduction intended for the financing of supplementary pensions is made from the gross amount of the daily allowance.

The back-to-work allowance is also subject to the generalised social contribution (*contribution sociale généralisée, CSG*) and the contribution to the repayment of social security debt (*contribution au remboursement de la dette sociale, CRDS*). The Aref is exempt from CSG and CRDS.

The back-to-work allowance (ARE) and the allowance for return to employment or training (Aref) are taxable income.

Jargon busters

- **Daily reference wage (SJR)**: it enables the amount of the allowance to be calculated, and corresponds to the average gross income received during the 12 months prior to the last paid working day, up to a limit.
- **Back-to-work allowance (ARE)**: allowance paid by unemployment insurance.
- **Allowance for return to employment or training (Aref)**: it is paid by the job centre to indemnified job seekers who are following a validated training course.
- **Personalised project for access to employment (PPAE)**: this is established by the job centre after the job seeker signs on as unemployed - it aims to determine a path for return to employment that is adapted to the job seeker's situation.
- **Interprofessional national union for employment in industry and trade (Unédic)**: body that runs the system of unemployment insurance and sets the terms and conditions of indemnification.
<http://www.unedic.org/>
- **Pôle emploi (job centre)**: a body that concentrates all the

placement des demandeurs d'emploi et versement d'un revenu de remplacement). http://www.pole-emploi.fr/accueil/ • Contribution sociale généralisée (CSG) et Contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS): prélèvements sociaux destinés à diversifier les sources de financement de la sécurité sociale.	assistance necessary in order to find a job in the same place (reception, orientation, training, placement of job seekers and payment of a replacement income). http://www.pole-emploi.fr/accueil/ • Generalised social contribution (CSG) and Contribution to the repayment of the social security debt (CRDS): social security deductions destined to diversify the sources of financing for social security.
S'installer à l'étranger <u>Combiner des cotisations d'assurance sociale de l'étranger</u> Protection sociale et règlements européens Si vous partez travailler dans un autre pays de l'Union européenne, ou un autre pays concerné par les règlements européens, généralement vous ne versez plus vos cotisations sociales en France, mais dans le nouveau pays où vous travaillez. Si vous avez vécu, travaillé et/ou payé des cotisations sociales dans un autre pays de l'UE ou dans un pays concerné par ces mêmes règlements, la durée de votre séjour dans l'un de ces pays, la période pendant laquelle vous y avez travaillé ou les cotisations que vous y avez versées peuvent être prises en compte lors du calcul de vos prestations en France. Les règlements européens garantissent que : • vous aurez en France les mêmes droits et les mêmes obligations en matière de sécurité sociale qu'un travailleur français; • vos périodes d'activité et de cotisation sociale dans un autre pays et en France seront prises en considération pour ouvrir le droit à des prestations de sécurité sociale en France; • vous pourrez, sous certaines conditions, recevoir des prestations de sécurité sociale de votre pays d'origine lorsque vous résiderez en France; • vos périodes d'activité dans d'autres pays seront additionnées pour ouvrir le droit aux prestations de sécurité sociale et pour en	Moving abroad <u>Combining social security contributions of foreign countries</u> Social security and European regulations If you leave to work in another country of the European Union or another country concerned by European regulations, as a rule, you no longer make your social security contributions in France, but rather in the new country where you work. If you have lived, worked and/or paid social security contributions in another country of the EU, or in a country concerned by these same rules, the duration of your stay in one of these countries, the period during which you have worked there, or the contributions that you have paid there, may be taken into account when your allowances are calculated in France. European regulations guarantee that: • in France you will have the same rights and the same obligations in terms of social security as a French worker; • your periods of activity and social security contributions in another country and in France will be taken into consideration in order to open the right to social security allowances in France; • you will be able, under certain conditions, to receive social security allowances from your country of origin when you will live in France; • your periods of work in other countries will be added up in order to open the right to social security allowances and in order to calculate their total; for example, for pensions in France.

calculer le montant, par exemple pour les pensions de retraite, en France.

Quelles prestations sont concernées?

Les règlements européens de coordination en matière de sécurité sociale prévoient des modalités d'application pour l'octroi des prestations de sécurité sociale. Les prestations visées sont :

- les allocations familiales;
- les prestations de soins de santé;
- les indemnités de maladie (y compris de maternité et de paternité);
- les prestations d'invalidité;
- les prestations d'accidents du travail;
- les prestations de maladies professionnelles;
- les prestations de chômage;
- les pensions de retraite;
- les pensions de survie;
- les allocations de décès.

Que devez-vous faire?

Si vous avez travaillé dans un autre pays de l'Espace économique européen ou en Suisse et que vous (re)venez en France, vous devez avoir :

- une preuve du versement de cotisations sociales avec les formulaires E104 et U1 (anciennement E301) que vous pouvez obtenir auprès de l'organisme de sécurité sociale et/ou du service de l'emploi du pays que vous quittez. Vérifiez auprès d'eux que vous avez bien tous les documents nécessaires.

Si vous bénéficiez d'allocations chômage d'un autre pays de l'EEE ou de la Suisse, vous pouvez exporter ces allocations en France pour y chercher du travail. Vous devez remplir le formulaire U2 (anciennement E303).

Quand vous contactez votre caisse d'assurance en France pour obtenir des prestations sociales, vous devez renseigner :

- le pays où vous avez travaillé;

Which allowances are concerned?

European coordination regulations in terms of social security provide for terms and conditions of application for the payment of social security allowances. The allowances concerned are:

- family allowances;
- healthcare allowances;
- sickness benefits (including maternity and paternity);
- disability allowances;
- allowances for accidents at work;
- job-related sickness benefits;
- unemployment benefits;
- pensions;
- survivor's pensions;
- death grants.

What do you need to do?

If you have worked in another country of the European Economic Area or in Switzerland and you come (back) to France, you must have:

- proof of the payment of social security contributions, with the forms E104 and U1 (formerly E301), which you can obtain from the social security body and/or the employment department of the country that you leave. Check with them that you have all the necessary documents.

If you receive unemployment benefits from another country of the EEA or Switzerland, you can transfer these benefits to France in order to look for work there. You must complete the form U2 (formerly E303).

When you contact your insurance fund in France in order to obtain social security benefits, you must enter:

- the country where you have worked;

- le nom et l'adresse de votre employeur sur place;
- la période pendant laquelle vous y avez travaillé;
- votre numéro de sécurité sociale.

Glossaire

- **Coordination (en matière de sécurité sociale):** ensemble de règles communes aux États membres permettant de garantir une continuité des droits à protection sociale des personnes qui se déplacent en Europe (UE 28, Islande, Liechtenstein, Norvège, Suisse).
- **Formulaire E104:** attestation concernant la totalisation des périodes d'assurance, d'emploi ou de résidence. Ce document récapitule les périodes d'assurance accomplies sur le territoire d'un État membre. Il est utilisé par l'institution d'un nouvel État d'emploi afin de permettre d'ouvrir les droits aux prestations des assurances maladie, maternité et décès (allocations), lorsqu'un travailleur commence une activité dans un État et ne remplit pas les conditions d'ouverture de droit de cet État pour pouvoir prétendre à des prestations.
- **Formulaire U1:** Périodes à prendre en compte pour l'octroi de prestations de chômage. Il est destiné à la personne au chômage qui réclame des prestations dans un État membre après avoir travaillé dans un autre État membre.
- **Formulaire U2:** maintien du droit aux prestations de chômage. Ce formulaire est établi pour le chômeur qui demande à transférer sa résidence sur le territoire d'un autre État membre pour y chercher un emploi.
- **EEE:** Espace économique européen. Il comprend les 28 États membres de l'UE, plus la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein.

Résidence principale

Notion de résidence habituelle ou principale

- the name and address of your employer there;
- the period during which you worked there;
- your social security number.

Jargon busters

- **Coordination (in terms of social security):** set of rules that are common to member States, facilitating a continuity of social security benefits for people who circulate within Europe (EU 28, Iceland, Liechtenstein, Norway, Switzerland).
- **E104 Form:** certificate concerning all periods of insurance, employment and residence. This document summarises the insurance periods paid for in a member state. It is used by the institution of a new State of employment in order to open rights to health and maternity benefits and death rights (benefits), when a worker begins an activity in a State and does not satisfy the conditions for opening rights of this State so as to be able to claim benefits.
- **U1 Form:** Periods to be taken into account for the granting of unemployment benefits. It is intended for the unemployed person who is claiming benefits in a member state, after working in another member state.
- **U2 Form:** maintenance of the right for unemployment benefits. This form is designed for unemployed people asking to transfer their residence to another member state in order to look for employment there.
- **EEA:** European economic area. It includes the 28 member states of the EU, in addition to Norway, Iceland and Liechtenstein.

Main residence

Notion of usual or main residence

Dans quelle situation puis-je demander des droits?

Pour demander certaines prestations sociales servies sous condition de résidence, vous devez être effectivement présent sur le territoire français et disposer, le cas échéant, d'un droit de séjour.

Quelles conditions dois-je remplir?

Pour bénéficier de ces prestations, vous devez avoir une résidence habituelle en France, c'est-à-dire un foyer où vous résidez de façon permanente, ou bien une résidence principale en France.

La résidence habituelle est le lieu où vous habitez normalement, de façon permanente.

La résidence principale est celle où vous résidez plus de 6 mois.

Vous pouvez apporter la preuve de cette résidence habituelle ou principale par tous les moyens. Vous fournirez à l'organisme de sécurité sociale tous les éléments utiles : liens économiques, juridiques, contexte familial, intégration sociale, etc.

À quelles prestations puis-je prétendre?

Les prestations servies sous condition de résidence sont les suivantes :

- prise en charge des frais de santé et couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C);
- allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) en principe à partir de l'âge de 65 ans et après 10 ans de séjour en France avec autorisation de travail pour les personnes originaires de pays tiers;
- allocation adulte handicapé (AAH) de l'âge de 20 ans à l'âge de la retraite;
- prestations familiales (versées sans condition de ressources), et aides au logement;
- allocation personnalisée autonomie (APA) à partir de 60 ans;
- allocation supplémentaire d'invalidité (ASI), qui est une prestation versée sous certaines conditions aux personnes invalides titulaires d'une pension de vieillesse anticipée ou d'invalidité qui n'ont pas

In what situation can I claim?

In order to claim certain social security benefits, paid according to residence, you must actually be present in France, and, where applicable, have a residence permit.

What conditions do I need to meet?

In order to benefit from these allowances, your usual place of residence must be in France, i.e. a household where you live permanently, or you must have your main residence in France.

The usual residence is the place where you normally live, on a permanent basis.

The main residence is where you live for over 6 months each year.

You can offer proof of this usual or main residence by any means.

You will supply all the relevant elements to the social security body: economic and legal links, family situation, social integration, etc.

What am I entitled to and how can I claim?

The allowances paid according to the condition of residence are as follows:

- supporting the costs related to health and supplementary universal health insurance (CMU-C);
- solidarity allowance for elderly people (ASPA); in theory from the age of 65 years old, and after 10 years' residence in France, with a work permit for people coming from other countries;
- disabled adult allowance (AAH) from the age of 20 years to retirement age;
- family allowances (paid irrespective of income) and housing benefit;
- personalised autonomy allowance (APA) from 60 years old;
- supplementary invalidity allowance (ASI), which is an allowance paid under certain conditions, to disabled people who receive an early old age pension or benefits for disability and who have not

atteint l'âge légal de départ à la retraite pour bénéficier de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

Glossaire

- **Un organisme de sécurité sociale** est une caisse : la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM), la Caisse d'allocation familiale (CAF) ou la Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail (CARSAT), par exemple.
- **Une prestation servie sous condition de résidence** est une allocation, une aide, un remboursement, une rente ou une pension qui est versée à une personne qui réside de manière stable sur le territoire français.

Quel formulaire devez-vous remplir?

Les formulaires de demande de prestations vous sont donnés par les organismes de sécurité sociale après un premier échange sur votre situation personnelle.

yet reached the statutory retirement age to benefit from the solidarity allowance for elderly people (ASPA).

Jargon busters

- **A social security body** is a fund: the primary health insurance fund (CPAM), the family allowance office (CAF) or the National pension fund and health at work (CARSAT), for example.
- **A payment made on the condition of residence** is an allowance, an aid, a repayment, an annuity or a pension that is paid to a person who has stable residence on French territory.

Forms you may need to fill in

The application forms for allowances are given to you by social security bodies after an initial contact concerning your personal situation.